

REPARER LE MONDE

Excès, reste et innovation

FIXING THE WORLD

Excess, leftover and innovation

Workshop international de *Techniques & Culture*
Techniques & Culture *International Workshop*

Coordination : Jamie Furniss, Frédéric Joulian, Yann-Philippe Tastevin

Le MuCEM en partenariat avec l'EHESS et le Centre Norbert Elias (CNRS-EHESS-UAPV-AMU)

Hosted by the MuCEM in partnership with the EHESS and the Centre Norbert Elias (CNRS-EHESS-UAPV-AMU)

Du 20 au 21 novembre 2014

20-21 November 2014

I2MP Fort Saint-Jean-Marseille

I2MP, MuCEM-Fort Saint-Jean, Marseille

Entrée libre sur inscription dans la mesure des places disponibles

Open to all (subject to availability of spaces and upon registration)

Les restes et leur traitement ont une valeur heuristique originale pour les sciences sociales. C'est tout au moins la position que nous entendons défendre dans ce workshop. Englobant le sujet des déchets, mais loin de s'y limiter, cet atelier réunira des chercheurs issus de plusieurs disciplines provenant de terrains proches et éloignés autour de la problématique du « reste », envisagée non seulement comme « revers de la production », mais aussi comme un objet associant fortement les dimensions pratiques et symboliques.

L'analyse du ou des restes permet de révéler en profondeur l'intrication des enjeux sociaux, environnementaux et politiques.

Dans le cadre de l'exposition « *Ordures !* » prévue en 2017 et d'un numéro spécial de la revue *Techniques & culture*, élaboré en partenariat avec le MuCEM, ce workshop rassemble des contributions qui explorent, complètent et discutent la notion de « reste » mais aussi les rapports entre reste et déchets au sens le plus large pris dans les flux mondialisés et la (sur) consommation.

A l'époque où certains chercheurs des sciences sociales re-explorent la notion d'anthropocène, quels défis heuristiques ces catégories de restes posent-elles véritablement ?

Quelles sont les conséquences de disposer de biens sans l'idée d'échange, de circulation, de retour ? À l'inverse, dans quelle mesure les économies circulatoires réincorporent-elles les restes de façon inattendue ? L'étude des restes, ou ce que Georges Bataille appelait « la part maudite », permet-elle de réaliser une « mise à l'envers de la pensée » par l'élargissement du concept d'économie dans sa version actuelle (restreinte) à une économie « générale » ?

Le reste ne saurait être considéré comme une catégorie ontologique donnée, mais plutôt comme une catégorie dont les contours s'étendent, se contractent et se déconstruisent en fonction des régimes de valeur, des techniques et des croyances de chaque société, ainsi qu'à travers des activités telles l'élimination, la collection, la réparation, la transformation, la valorisation, la conservation. De même, la notion de reste revêt des significations matérielles et immatérielles différentes : faut-il voir, chez les chasseurs-cueilleurs ou horticulteurs, des sociétés « sans reste » (en tout cas, sans déchets) ? Ou le reste, la scorie, l'excrétât impensés prennent-ils d'autres formes (immatérielles ?) dans un environnement tropical humide caractérisé par la biodégradabilité des objets végétaux — contexte de nature bien évidemment différent de celui des artefacts métalliques ou plastiques des sociétés industrielles ?

Outre les formes matérielles des restes, les processus ou les épreuves qui permettent aux restes d'accéder à de nouveaux statuts sont d'une importance particulière pour cette réflexion collective. Nous souhaitons dans ce workshop promouvoir des études qui mettent en évidence les dimensions bricolantes et innovantes, les savoirs, savoir-faire, savoir-être que le monde accéléré de la consommation et de la surproduction appelle en retour et en résistance, contre l'idée d'« obsolescence programmée » notamment.

*

* *

R*emainders and the way they are dealt with are a productive social sciences heuristic. Or so we wish to argue. Incorporating the subject of waste but seeking to cast a much wider net, this workshop brings together researchers from multiple disciplines, working in a variety of distant and 'nearby' fieldsites, around the topic of 'remainders,' conceived of not only as 'obverse of production' but also in their crucial practical and symbolic dimensions.*

Analyzing remainder(s) provides insight into a series of profoundly interwoven social, environmental, and political issues.

In the context of an exhibition 'Ordures!', planned for 2017, and a special issue of the journal Techniques & culture to be published in partnership with the MuCEM, this workshop aims to explore, extend, and question the notion itself of 'remainder' as well as the relationship between remainder and waste in the broadest sense, including as it relates to globalized flows of (over)consumption.

At a time when certain social science researchers are re-exploring the notion of Anthropocene, what heuristic challenges do these categories of remainders pose?

What are the consequences of dealing with objects in a way that does not contemplate exchange, circulation, or return? Conversely, to what extent do circulatory economies reincorporate remainders in unexpected ways? Does the study of remainders, or what Georges Bataille called the 'accursed share,' allow, as he promised, for turning our way of thinking 'upside down' by broadening our current 'restricted economy' to a 'general economy'?

Remainders cannot be conceived of as ontologically given, but must rather be thought of as belonging to a category the contours of which expand, contract, and deconstruct themselves depending on the value regimes, techniques, and beliefs of each society, as well as through activities such as elimination, collection, repair, transformation, re-valuation, preservation. Similarly, the notion of remainder has different material and immaterial meanings: should hunter-gatherer or horticultural societies be regarded as being 'remainderless' (or at least without waste?). Or do remainders, cinders, excreta take other (immaterial?) forms in a humid tropical environment characterized by the biodegradability of plant matter, a context that is clearly very different from one dominated by metal or plastic artefacts of industrial societies.

Apart from the material forms of remainders, the processes or transformations by which they change status are of particular importance for the collective reflection we seek to develop through this special issue. We are particularly keen on studies that reveal forms of innovation, knowledge, savoir-faire, bricolage, and ways-of-being that the accelerated world of consumption and overproduction produces as rebound and resistance effects, in particular against planned obsolescence.

Résumés

Abstracts

REPARER LA SURFACE DE LA TERRE : LES RESTES DES ANCETRES DANS LA CONSTRUCTION DOMESTIQUE DES VILLES MAYAS CLASSIQUES (520-290 APR. J.-C.)

Marie-Charlotte Arnauld, Archéologue, Archéologie des Amériques - CNRS-Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, France

Bien qu'assez nombreux dans les centres des basses terres mayas classiques, les programmes de fouilles exploratoires développés dans les vestiges d'habitations modestes des périphéries distinguent des remblais et des sols d'occupation sans leur donner plus qu'une valeur chronologique, d'ailleurs fort inégale. Par contre, la fouille plus complète de certains édifices maçonnés permet de mettre en relation, dans l'histoire de la construction, de tels remblais et sols avec des dépôts rituels enfouis. Par leur contenu et leur localisation spécifique, ces dépôts enfouis signalent des modalités de construction collective directement liées à une conception maya de l'action humaine située dans le temps et l'univers. Conception que de nombreuses enquêtes ethnohistoriques et ethnographiques sur les sociétés mayas urbaines du XVI^{ème} siècle à nos jours documentent précisément.

Le cas de l'Édifice 6E12sub du centre de La Joyanca (Guatemala), constitué entre 600 et 750 apr. J.-C., a permis d'étudier cinq dépôts enfouis, les uns antérieurs à la construction de l'édifice lui-même — une "maison sacrée" —, les autres juste antérieurs à celle du temple-pyramide qui l'a recouverte. Deux des dépôts sont de classiques "caches" circonscrites en fosse, l'une de deux céramiques formant récipient et couvercle et contenant les ossements d'un petit vertébré, l'autre étant un assemblage d'une trentaine de petits animaux d'une faune aquatique et d'une faune arborée. Chacune est associée à un dépôt en couche rapporté d'un dépotoir domestique (vidanges de foyer, céramique et autres ustensiles...). Un troisième dépôt de même type (dont la cache associée a apparemment été pillée) formait le remblai de nivellement étalé juste sous le sol d'occupation (stuqué) de la maison. Ce sont ces dépôts étalés, auxquels l'association avec les caches donne un caractère rituel, qui questionnent l'archéologue de par leur double caractère de remblai architectural et d'apport de dépotoirs domestiques externes.

Des données contextuelles archéologiques indiquent que les dépôts en couche de 6E12sub marquaient concrètement l'implantation de cette maison sacrée dans l'espace vis-à-vis des résidences du groupe social des constructeurs, situées à 400 m de la place publique de la cité où elle a été construite. Ainsi supposé provenir de ces résidences, le matériau issu de dépotoirs domestiques rapporté en remblai de construction, assurait sur place la continuité, en quelque sorte stratigraphique, du nouveau lieu résidentiel ainsi reconnaissable pour les esprits ancestraux du groupe social, en dépit de son déplacement. Les mêmes dépôts en couche assuraient simultanément la réparation de la surface de la Terre dégradée par les activités de construction (abattages des bois, extraction du calcaire pour la pierre de taille et la chaux... etc). Notre hypothèse archéologique et ethnographique propose donc que, dans ce cas, les déchets domestiques rituellement épandus et enfouis au cours de la construction contribuent à réparer les divers désordres que l'activité humaine fait subir à la Terre et aux humains. Ne sont pas à exclure des analogies générales avec d'une part des pratiques funéraires, de l'autre certaines pratiques agricoles de ces sociétés d'agriculteurs du maïs assez mobiles en forêt tropicale.

TRAJECTOIRES D'UN OBJET PRISE : LA FRIPE, SON RECYCLAGE ET SA REVALORISATION A KINSHASA

Sylvie Ayimpam, Anthropologue, Doctorante à l'Université d'Aix-Marseille, France

Cette contribution consacrée à l'analyse du processus de revalorisation de la fripe dans les réseaux de vente au détail dans la ville de Kinshasa, s'appuie sur l'observation des modalités concrètes et particulières de son recyclage commercial. « La fripe » désigne toutes sortes de vêtements de seconde main considérés comme rebuts dans les pays riches d'Europe et d'Amérique et exportés dans la plupart des pays Africains où ils sont commercialement recyclés. A Kinshasa, la fripe fut longtemps méprisée et considérée comme un marqueur de pauvreté. Dans cette ville où, depuis l'époque coloniale, un culte est rendu à l'élégance, les citoyens accordaient

une extrême importance à la qualité du prêt-à-porter. Dans certains milieux il était inconcevable de s'habiller avec des vêtements d'occasion censés être destinés aux pauvres, et il était honteux d'être vu dans une friperie. Mais, depuis une vingtaine d'années la fripe connaît un renouveau remarquable qui se signale par un engouement des citadins pour les articles fripés qui ne concernent plus seulement les vêtements mais aussi les chaussures, le linge de maison, les accessoires de mode, etc. Comment expliquer un tel engouement pour des rebuts importés ?

Ce changement d'orientation dans les représentations sociales de la fripe nous semble directement lié à la crise économique durable et profonde que vit la ville et aux redéfinitions statutaires consécutives à l'appauvrissement corrélatif des citadins. Mais, d'autres facteurs agissent dans le sens de ce changement. Ainsi, la composition des ballots de fripe a évolué. Ceux-ci ne sont plus seulement composés d'articles usagés, mais également d'articles neufs produits de déstockages ou de faillites commerciales qui constituent de « bonnes » occasions. Enfin, le dernier facteur est une conséquence inattendue de la mondialisation qui a eu pour effet l'arrivée massive de produits asiatiques sur les marchés locaux, avec une qualité généralement plus mauvaise que la fripe importée principalement des pays d'Europe occidentale. L'évolution du contexte économique à Kinshasa a métamorphosé la fripe, ce rebut importé jadis méprisé, en ressource hautement valorisée qui permet aux citadins de rester élégants malgré la crise. Cette transformation des représentations symboliques de la fripe par les citadins s'accorde à leur potentiel de consommation. De fait, au fil des ans, la friperie est devenue un commerce prospère dont les réseaux de recyclage au détail se sont complexifiés.

Lors de notre enquête ethnographique auprès des fripiers du Grand marché de Kinshasa, nous avons observé que les transactions sont assez proches de celles observées aux Puces de Saint-Ouen par Hervé Sciardet (2003). Comme à Saint-Ouen, les ballots sont déballés à l'aube et les transactions commerciales se déploient dans trois principaux cadres que sont le déballage, l'étalage et la vente au réseau personnel. Cependant à Kinshasa, il y a le recyclage commercial de la fripe, qui est un processus complexe comprenant la sélection, la classification et la requalification des objets.

Aujourd'hui, il n'est plus question pour le fripier de déballer l'ensemble de sa marchandise et de l'étaler à la disposition de tous les clients comme c'était le cas dans le passé. Bien au contraire, l'opération de recyclage, commençant par le déballage aux aurores, est décomposée en plusieurs étapes selon un principe de sélection de la qualité allant de la « fripe chic » à la « fripe cheap ». A chaque étape, participent des « trieurs » et des revendeurs qui appartiennent aux réseaux personnels du revendeur du ballot. C'est lui qui choisit qui il convie à chaque niveau de qualité du « tri », les privilégiés étant ceux conviés en premier à l'aube. Ils peuvent fouiller et dénicher les pièces rares ou les vêtements portant des griffes des grandes marques très prisées à Kinshasa. Nettoyée au pressing ou dans les buanderies populaires, repassée, réparée, remodelée ou transformée, la fripe devenue « méconnaissable » peut aussi bien se retrouver dans les boutiques de luxe, que chez les revendeurs ambulants au cintre, étalée ou en vrac au marché. C'est cette « fabrication » différentielle d'une valeur localement ajoutée dans le processus du recyclage local qui change, à notre sens, le statut initial de la fripe en produit valorisé.

ARCHEO-ANTHROPOLOGIE DES RESTES DE L'INDUSTRIE ; DES SITUATIONS INDISTINCTES ENTRE DECHET ET HERITAGE

Thierry Bonnot, Anthropologue, CNRS-IRIS, Paris, France

Ma proposition se nourrit d'une enquête de longue haleine sur un territoire anciennement industrialisé où les reliquats mobiliers et immobiliers de l'activité productive interrogent les sciences sociales tout en leur fournissant un matériau d'étude inépuisable.

Les enquêtes sur les objets matériels et leur rôle dans le monde social ont affaire très couramment à des choses qui, selon leur durabilité physique et l'intérêt qu'ils peuvent susciter chez des individus ou dans certains groupes sociaux (institutions, communautés, familles...), traversent les années en demeurant matériellement identifiables malgré l'usure. Un dégradé complexe de contingences existe entre les restes du passé qui se trouvent là par inertie, oubliés sans volonté délibérée de conservation, jusqu'à la volonté de

transmission aux générations futures, en passant par la motivation utilitaire du « ça peut servir ». De l'abandon au projet patrimonial, les nuances sont nombreuses, peut-être innombrables.

Lorsque les objets ont été évincés à un moment de leur parcours, ils sont devenus déchets. Cette catégorie est souvent posée comme synonyme de rebut. Mais, tandis que ce dernier terme est porteur d'un sens figuré péjoratif, renvoyant à ce qui est rejeté car désormais sans valeur, le mot déchet laisse une ouverture potentielle sur un devenir. Au sens littéral, le terme désigne la quantité perdue dans l'emploi d'un produit ou ce qui n'est plus utile, ce à quoi on ne tient plus. Cette définition laisse une porte ouverte à un futur, car si l'on pense le déchet dans le cadre d'un devenir permanent de l'objet, comme une étape ou une frontière non étanche entre objet identifié et chose indéterminée, on parvient à saisir un continuum qui transcende les catégories ordinaires. Le statut de déchet implique la fin d'une forme d'attachement, mais cette fin peut n'être que provisoire.

Mes récentes enquêtes de terrain m'ont fourni deux cas de figure mettant en jeu cette fluidité des statuts des restes du passé, que je me propose de décrire et d'analyser dans le cadre de cette contribution. Il s'agit d'une part d'une expérience menée sur le dépotoir d'une usine de production céramique fermée dans les années 1950. Poteries utilitaires, contenants alimentaires ou chimiques, produits en série et parfois massivement à partir du 19^e siècle, les objets déversés dans cette friche ont marqué une étape importante de l'histoire de la production céramique, mais aussi de la petite industrie et de la consommation. Ils étaient les prémisses du tout-jetable et préfiguraient l'idée d'obsolescence programmée, le statut de déchet étant inscrit dans l'objet dès son origine. Invendables pour diverses raisons (fêlures, défauts de cuisson, trésaillures d'émaillage) ils avaient été évacués à quelques centaines de mètres de l'usine, répandus à même le sol puis recouverts de terre et de gravats après la fermeture. En collaboration avec un collectionneur de poteries, nous avons affronté le désordre d'un fouillis de résidus et de produits défectueux, dans lequel la réglementation archéologique nous a imposé de mettre de l'ordre : carroyage, courbes de niveau, localisation géographique, échantillonnage du matériel. Notre démarche se situe au carrefour de l'anthropologie, de l'archéologie et de l'histoire, le déchet devenant source principale du savoir de ces disciplines.

Ce premier travail, ayant abouti à la réalisation d'une exposition et de son catalogue, a suscité la réaction d'une famille propriétaire à quelques kilomètres de là d'une autre friche industrielle, usine du même type que la première, produisant les mêmes produits céramiques durant la même période. Les héritiers étaient bien encombrés par ce qui leur avait été légué, des bâtiments et équipements industriels immobilisés depuis 50 ans, dont l'histoire technique leur échappe, connue seulement par fragments et sur laquelle ils nous demandent de les éclairer. Les restes industriels constituent une matérialité opaque, mêlée de souvenirs intimes, d'archives croisant l'histoire industrielle et celle de la famille. Ce contexte nous amène à réfléchir à ce qu'est un héritage légué implicitement, un déchet non éliminé.

A la lisière entre ce qui a été délibérément éliminé et ce qui a été simplement ignoré, une zone floue et indécise subsiste, faite de circulation et de porosité entre des catégories bien distinguées par le sens commun. Ces situations incertaines nous offrent l'opportunité de saisir le basculement ou le revirement du déchet à la relique, du rebut au patrimoine familial, de la chose oubliée à l'objet réintroduit dans le présent. Tous ces signaux du passé inscrivent notre démarche dans une chronologie jalonnée de débris d'une époque révolue. Ils nous confrontent également à une temporalité plurielle, géologique, archéologique et contemporaine puisque ce travail commun a construit la contemporanéité des objets découverts et étudiés.

REPARER, DEBRAYER, REPLIQUER, MULTIPLIER

Camille Bosqué, Université Rennes 2 / Ensci – Les Ateliers, Paris, France

Dans le film *Melancholia* de Lars von Trier, l'un des personnages principaux mesure la vitesse de rapprochement de la comète qui va percuter la terre en la plaçant au centre d'un petit cercle de métal qu'il tient au bout de son bras tendu. Plus elle se rapproche, plus la place qu'elle occupe dans le viseur devient importante, jusqu'à le déborder. Accepter l'idée que nous sommes dans une ère anthropocène (7), c'est-à-dire dominée par les forces de l'homme contre celles de la nature, pourrait revenir à admettre de manière fataliste que la nature est dégradée et que la technique agit en opposition aux forces écologiques.

Notre proposition de contribution envisage l'impact de la technique sur un monde « fini » en se situant davantage du côté des pratiques de réparation, de détournement ou de transformation. Nous accordons dans ce texte une attention particulière aux dimensions *bricolantes* de la gestion des « restes », centrant notre analyse sur un rapport à la technique ouvert et débrayable dans une dimension environnementale qui procède par l'expérimentation et l'ajustement. Dans le cadre d'un travail de thèse sur la fabrication numérique personnelle telle que pratiquée dans les FabLabs, hackerspaces et makerspaces, nous avons mené depuis 2012 une vaste enquête de terrain au coeur de ces ateliers, portant une attention particulière aux relations établies entre les habitants des lieux et leurs machines, observant les logiques de développement des projets et les réactions ou ruses face aux obstacles imprévus qui sont une occurrence essentielle de ces moments de fabrication. Depuis Paris jusqu'à Amsterdam, Barcelone, Rome, Lyngen (Norvège), San Francisco, New York, Boston, Tokyo, Kamakura (Japon), Dakar, nous avons étudié les manières de faire encore marginales ou émergentes à l'oeuvre dans plus d'une trentaine de makerspaces (FabLabs, hackerspaces), ayant pour objectif de dépasser les discours relayés par les médias et de constituer un observatoire de ces lieux (3).

Les analyses développées dans cet article croisent nos observations de terrain avec une étude de cas. Situons notre contribution au coeur des questions soulevées par le mouvement *maker* (1), des méthodes de conception *open source*, collaboratives et agiles, nous proposons une réflexion en deux temps.

Un premier temps de notre analyse nous conduira à examiner les modalités de l'attention portée aux machines emblématiques du mouvement : les imprimantes 3D et notamment la RepRap, qui mêle réplique (2) et réparation. Nous discuterons la manière dont la question de la réparation, qui est intrinsèque à cette technique, offre un sens possible à certaines pratiques. Nous nous attarderons sur l'idée du « débrayage » qui nous amènera à considérer le potentiel « hospitalisable » (6) de ces techniques, empruntant cette idée au philosophe Pierre-Damien Huyghe.

L'imprimante 3D telle que pratiquée dans les FabLabs (5), hackerspaces et makerspaces (Fig. 1), est un appareil soignable et soignant, réparable et réparant. Les imprimantes 3D comme les RepRap et ses descendantes présentent un dépouillement, une mise à nu qui garantit et provoque le débrayage, le braconnage (4) le bricolage (8) l'évolution et le jeu (10), en accentuant la plasticité de l'appareil qui peut devenir lui-même objet d'expérimentation et de test.

Le second temps de notre réflexion se centrera sur un projet pragmatique, Protei, actuellement développé par le jeune designer César Harada (11). Cet objet qui repose sur des expérimentations complexes et collectives a pour objectif d'aspirer le pétrole à la suite des marées noires ou autres pollutions marines présentes à la surface et d'agir à une très grande échelle par la multiplication de ces petits drones flottants. En concevant un petit bateau articulé, l'ambition de ce designer-bricoleur-ingénieur-hacker qui se présente presque comme un thaumaturge est de s'attaquer par une petite échelle démultipliée aux restes « irréductibles », que les courants marins dispersent sur les côtes. Le projet Protei constitue selon nous un cas d'étude rare qui pose directement une relation expérimentale (Fig. 2), *bricolante* et prospective à une situation écologique complexe. Les principes que nous avons posé dans le premier moment de notre réflexion, qui déterminent un rapport d'ouverture, de débrayage, de réplique et de réparation des objets ou appareils techniques s'incarnent ici en se doublant d'une dimension morale et responsable. Le rôle des maquettes, de la documentation en ligne des solutions techniques (Fig. 3) qui oscillent entre *high tech* et *low tech* mettent en jeu une dissémination de l'objet, présenté par son *making off* comme étant lui-même potentiellement modifiable, réglable et réparable. En tant que système pragmatique d'action concrète pour remédier à un problème, Protei peut être lu comme une inversion de l'interprétation anthropocène, dans laquelle l'invention technique et l'ingéniosité collective procède à un retournement, développant à une petite échelle un appareil multiplié visant à remédier à un problème pour « réparer » une partie de l'environnement.

MATERIAL MATTERS: THE POLITICS AND POETICS OF INDUSTRY'S REMAINS IN THE REINVENTION IN GERMANY'S RUHR

Cynthia Browne, Anthropologist, University of Harvard, USA

This paper discusses how, since the 1990s, the industrial "remainders" of Germany's Ruhr region--both material and semiotic--have become fodder for new forms of valuation and collective memory that serve as social bridges between an industrial past and a post-industrial future. Through a series of case studies, I examine how the adaptive re-use of the Ruhr industrial infrastructure into new venues for art, culture, and leisure in the 1990s reflects an historical shift in regional structural policy that focuses less on the creation of new jobs and more on the improvement of the region's image and landscape quality. This investment into the preservation and subsequent valuation of the Ruhr's leftover industrial infrastructure --as opposed to its demolition-- has resulted in the emergence of what I call "post-industrial" *lieux de mémoire* (material repositories of memory). In my study, I suggest that the emergence of such post-industrial *lieux de mémoire* stems not from a present preoccupation with a loss of the past or as vehicle for a veneration of origins, as in Pierre Nora's classical formulation, but rather out of a concern with *futurity*, with the achievement of a new historical and sociological state. To make this argument, I examine how these images of converted ruins become recycled in the production of a new Ruhr imaginary through their insertion into national and transnational visual economies and networks of media circulation. In other words, their "productive" work is no longer the production of raw materials—coal, iron ore, etc—but rather what Arjun Appadurai calls the "work" of imagination--a set of organized social practices that links the mechanical reproduction of images to the "production of constructed landscapes of collective aspirations" through the prism of modern media. I buttress this argument with ethnographic data regarding the new forms of social practices that occur at the industrial sites to argue that these *lieux de mémoire* further contribute to a forgetting of working class social memory at the level of body. In their present state, these sites constitute a contradiction between their semantic meaning as heritage spaces dedicated to working class identity and their pragmatic ones as places of leisure and recreation for a middle class demographic. In this way, I suggest that such sites left behind from postwar shifts in industry and energy serve as bridges complementing that region's adoption of a new "neo-industrializing" strategy begun in the late 1980s, which favors growth in service industries and other tertiary sectors such as education and culture as a new economic base.

I conclude my paper with a section devoted to two "counter-images" of industrial "leftovers" that narrate how the Ruhr's neo-industrializing impulse relates to 1) new geopolitical formations in the context of globalization and 2) the consequences of these globalized processes for growing economic disparity in the Ruhr. One is the (absent) image of Kaiserstuhl coking plant in Dortmund. Built only in 1992 and in operation for just eight years, this modern coking plant experienced a "second life" not by being converted into another use, but rather, by being entirely dismantled by Chinese workers and rebuilt in the Shandong province of China. This barren industrial site in Dortmund foregrounds how the Ruhr's "postindustrial" moment does not signal the end of industry, but rather how heavy industry has shifted labor and capital to overseas markets and destinations as part of new geopolitical formations. The other counter-image is the figure of the *Schrotthändler*. Like the 19th century flaneur, the itinerant *Schrotthändler* of the contemporary Ruhr is a figure that emerged in a discrete moment of historical change. Both imaginary and real, these figures reflect a group of people who wander the streets and empty *Brachen* (fallow fields left by the retreat of industry) in search of small pieces of *Schrott* (discarded metal) that they collect and sell to recycling centers for a pittance. (The price depends on the current price for steel on the world market, but it averages to around thirty euro for a day of scavenging.) For them, these remainders are neither the signs of a new but latent use-value nor objects harboring potential aesthetic value. Rather, they are sought and collected solely for their exchange value on the global market. Often former skilled laborers who lost their jobs in the widespread closing of the Ruhr's coal and steel industries, such figures reflect the other, more invisible economies of survival that have emerged in the wake of the structural crisis. The "specter" of the *Schrotthändler*, I suggest, haunts the celebratory narrative expounded by regional planners regarding the Ruhr's transformation. Their fleeting presence in everyday conversations and occasional sightings in the Ruhr's industrial "wastelands" attests to how new economies of recycling and reuse in the Ruhr map onto the widening social and economic disparities in our current historical moment.

LES RESTES DE L'URANIUM AU FILTRE DE LA CAPACITE DE LEUR PRISE EN CHARGE

Philippe Brunet, Sociologue, Université d'Evry / Centre Pierre Naville

L'histoire des déchets industriels s'assimile souvent à une lente prise en charge qui les fait passer de la banalité ou de l'oubli à des opérations d'identification, de mise sous surveillance, de confinement ou de transformation. Cette évolution est marquée par des tensions autour des risques (Chateauraynaud et Tornay, 1999). Elle s'inscrit dans un rapport marqué par le concernement, qui mêle connaissances, expérience sensible et engagement (Brunet, 2008). On s'intéresse à ce champ de tensions en tant qu'il apparaît comme une zone d'instabilité où convergent des pouvoirs d'agir asymétriques et où sont convoquées des formes de rationalité différentes, qui alimentent des modes de production de connaissances, de catégories de classement et de mise en œuvre de procédures pour l'action.

Comme part des déchets issus de l'industrie nucléaire française, les restes de l'industrie minière de l'uranium, sont un cas pertinent pour analyser ce champ de tensions. Car s'ils proviennent de l'extraction minière ou du traitement du minerai, ce classement ne peut suffire à stabiliser leur réalité. Ainsi, l'importance socio-politique qu'ils ont pris eu égard à la qualité controversée de leur nucléarité (Hecht, 2012) peut être attestée par le processus de leur catégorisation et par les traitements dont ils sont l'objet.

L'article, en deux parties, s'appuie sur des recherches menées depuis une dizaine d'années (Brunet, 2004). Il se propose de décrire ce processus de catégorisation conduisant à une mise en procédure de la surveillance et du traitement de ces restes à partir d'une approche diachronique, seule en mesure de saisir leur capacité de prise en charge controversée sur le temps long. Dès l'origine, ils sont dotés d'une identité très lâche qui les pousse soit à l'oubli, soit à de nouveaux usages, d'autant que l'industrie nucléaire est incontestée (Hecht, 1998). Progressivement, leur identité se renforce jusqu'à durcir dans une reconnaissance de statut de déchets radioactifs, ne pénétrant que partiellement dans le cercle très restreint des déchets nucléaires. Ce processus est le résultat d'un certain nombre d'événements, symptomatiques de la dynamique en tension directement liée à la capacité de leur prise en charge (Brunet, 2006).

La première partie présente le contexte général d'évolution de ces restes et montre en quoi il apparaît pertinent d'examiner le problème de leur identité et de leur gestion par l'intermédiaire de la notion de capacité de prise en charge. La seconde partie précise ce qu'il en est de ce problème par une analyse diachronique du cas de ces restes à travers trois périodes bien distinctes : le temps béni de l'uranium ; le temps disputé du nucléaire et le temps incertain de la radioactivité. L'article se conclut sur l'extension observée de la capacité de prise en charge, tant au niveau national qu'au niveau international.

RECREATING E-WASTE: INFORMAL EXPERTISE AND SOCIO-TECHNICAL INNOVATION FROM THE MARGINS

Blanca Callén, Lancaster University, United Kingdom

The connection between progress, innovation and technology is strongly installed in the collective imaginaries about what a desirable present and future should be. As a consequence, technological devices and last generation gadgets, specially in the field of information and communication, are seen as promising solutions for our daily needs, social problems and public issues such as education, healthcare or citizenship's participation. The global market of electrical and electronic equipment then, "has grown exponentially, while the lifespan of these products has become increasingly shorter". As a result, we face with the damaging reverse of this technological ubiquity, apparently immaterial, ethereal and without consequences: we refer to e-waste. To solve this problem, the European Union (EU) provides general measures¹ to prevent the formation of electrical and electronic waste and promote their reuse, recycling and recovery, in order to reduce its quantity. This directive means to bet on a model of environmental policy based on Extended Producer Responsibility (EPR), a principle that promotes environmental improvement through the extension of the responsibilities of products' manufacturers at different times in their entire life, especially in retirement, recycling and final disposal. However, this policy proposal highlights several gaps: Firstly, the fact that these measures focus primarily on the stage of recycling (collection, treatment, valuation and elimination), shows a lack of ecological culture in their approach as the stage of recycling is only considered as the last step of the cycle of ecological

habits. Secondly, this kind of political EU proposal is an example of how knowledge society transforms the conditions and mechanisms of participation in public life towards more technocratic logics: the e-waste problem is a case of public techno-scientific controversy where the role of technicians, industry and governmental authorities becomes more central while citizens' is left aside as mere consumers and depositors of their own residues.

As a consequence of these limits and failures, it appears the need to explore and analyse the informal practices, knowledges and expertises that emerge from outside of the institutional circuit of valuation and treatment of e-waste and, specially, during the previous moments of recycling. If the current measures present some deficiencies, we ask: what "other" creative and innovative solutions are happening to reduce the amount of electronic waste? If we consider users, consumers and informal groups of people as potential experts of the problems that affect them, then, what could we learn from them? What informal but innovative strategies are being started up since a computer is labelled as waste? In this paper, we will try to respond to these questions through the ethnographical analysis of three different experiences occurring in Spain: *Obsoletos*, a research project of hackers and makers; *Cyclica-Labdo*, a self-managed repair workshop of obsolete computers in collaboration with a donating social network; and a group of informal wastepickers and scrap recyclers - most of them illegal migrants from Sub-Saharan areas- in Barcelona.

The daily work and epistemic practices that they put into operation for recovering and (re)creating e-waste will show how to innovate doesn't consist on finding (technical) solutions to certain needs or problems previously defined, but on problematizing, opening controversies or proposing other possible world's orders.

DES REBUTS CAPTIVANTS : UN NOUVEL ORDRE BOUFFON AU COEUR DE LA COLLECTIVITE

Laure Carbonnel, Doctorante en Anthropologie, Université Paris Ouest, France

Au Mali, restes et objets usagés sont soumis à une gestion structurée. Les déchets humains sont rigoureusement contrôlés pour éviter qu'ils ne soient récupérés par une personne malveillante, car comme les noms ils restent attachés à la personne et peuvent être employés pour influencer ou rendre malade son propriétaire à distance. À l'inverse, objets et matières confectionnés — contenant divers, ferrailles, habits, etc. entrent dans des circuits de réparation, de récupération, de transformation et de réemploi. Ce processus donne une seconde vie à toute chose aliénable ou inaliénable devenue inutile parce que cassée, trouée, séparée du tout dont elle faisait partie, débarrassée de son contenu ou détachée d'un propriétaire à même d'en faire usage.

Au côté de cette économie occulte des déchets humains et de cette économie publique des objets de seconde main, les bouffons rituels ouvrent une troisième voie : ils usent et ainsi donnent une autre vie aux restes tout en mettant en valeur leur décrépitude. Les bouffons rituels sont des personnages intervenant dans les espaces publics (cérémonies rituelles ou séculières, salles de spectacles, places, rues et cour des maisons) dont les parures et les comportements sont qualifiés dans la littérature de grotesques. Figure de l'inversion et de la transgression, chacune de leur activité est communément interprétée à l'aune de la fonction de mise en ordre qu'elle incarne paradoxalement. Dans ces pages, nous nous intéresserons en amont à leur rapport aux restes, à l'usure, à l'inutile, au sans-valeur, qu'ils recomposent et qu'ils mettent en scène de manière systématique au cours de leurs interventions.

Les principaux signes d'identification des bouffons, parures et prénoms, se fondent sur le rebut économique ou social. À l'image des collages artistiques, mais sans intention explicite, leurs parures et accessoires sont confectionnés à partir de vieux habits usés et troués auquel s'ajoute une multitude de fragments collectés dans leur environnement : sacs de stockage de céréales, restes de cartouches de fusil, capsules de bouteilles, vieilles perruques, bouts de filets de pêche, morceaux de calebasse, bassine cassée, tiges de mil etc. Certains bouffons portent également des prénoms sans valeurs. Au même titre que les nouveau-nés dont les prédécesseurs sont décédés en bas-âge, ils sont affublés de noms d'objets ou de restes d'éléments « vieux panier », « déchet », « eau de cuisine », ou encore d'une antivaleur sociale « sans honte ». Enfin, les pratiques bouffonnes elles-mêmes réintègrent les restes et les rebuts au centre de l'espace public. Ils ingurgitent ce qui est censé être jeté comme l'eau de lavage des mains et laissent les traces de nourritures autour de la bouche, leurs cultes s'adressent aux femmes en mal d'enfant exclues socialement, leurs danses

sont dites inutiles comme les vieux objets, dans le processus de dons, les noix de kola et les bonbons sont parfois remplacés par des excréments et des cailloux, etc.

A partir des différents usages qu'ils font des rebuts, en particulier dans leurs parures, nous dégagerons le système de valeur et d'action mis en oeuvre par la bouffonnerie. Tout d'abord en considérant les différents procédés mobilisés, car la transposition comique n'est pas suffisante pour expliciter le recours systématique au rebut. Puis en dégagant l'effet attendu selon la manière dont ils introduisent ces rebuts puisque les bouffons cumulent envers les fragments et les restes collectés ou créés une double logique du réemploi et de la trace auxquels ils ajoutent une logique de mise en valeur des rebuts en les réinjectant au cœur de la collectivité. Dans un second temps, nous nous attarderons sur la notion de reste qui sera appréhendée dans ce prisme au regard de la finalité des objets et des actions, de la structuration des éléments, des valeurs qui leurs sont attribuées et du champ des possibles ouvert par l'usage qu'en font les bouffons.

LE STATUT DE LA GRAISSE EN CHIRURGIE PLASTIQUE ESTHETIQUE. LIPOSUCCION ET LIPO-INJECTION, PRATIQUES DE RECYCLAGE ET EPURATION D'UN ELEMENT BIOLOGIQUE NUISIBLE

Eva Carpigo, Anthropologue, Université de Strasbourg, France

Jusqu'à quelques années à l'arrière, la graisse était clairement considérée un élément nuisible, réputé d'être l'origine de disgrâces de l'aspect humain et de pathologies fatales (cholestérol, pathologies cardiaques). Le statut ontologique de la graisse dans les sociétés occidentales contemporaines, comme nous rappelle le sociologue Georges Vigarello, semblait donc être celui d'un élément parasitaire, qui dénonce les excès, ou l'absence de travail sur soi, et donc l'absence de prise en charge de soi.

Néanmoins, le statut de la graisse semble aujourd'hui pouvoir être radicalement inversé, grâce à des procédés techniques relevant de la chirurgie esthétique. La graisse se configure de fait aujourd'hui comme le plus intéressant moyen d'augmentation et re-pulpe des zones du corps considérés être en manque de volume. Cette graisse qui est élevée par le procédé de lipoaspiration (ou liposuccion), peut être donc réinjectée dans une autre zone du corps du patient, afin d'équilibrer les formes et les volumes "naturellement", évitant aussi de faire recours aux prothèses en silicone.

L'inventeur de la liposuccion, M. Gérard Illouz, dont l'histoire et la célébrité est indissolublement liée à cet élément, attends avec impatience le développement du concept de lipo-banks, banques de la graisse, aptes à pouvoir stocker la graisse jusqu'au moment opportun. La graisse pourra de fait être réinjectée dans le patient à des fins esthétiques ou bien médicaux, car d'elle on pourrait extraire même des cellules souches.

Jérémy Cavé, Politologue, LATTS- ENPC, France

Dans les pays émergents, à l'heure où les autorités publiques introduisent la 'collecte sélective' des déchets municipaux, d'inattendus conflits d'appropriations se produisent. En prétendant capter les déchets recyclables des citoyens, le service municipal empiète sur le domaine d'activité d'autres acteurs. Ce faisant, il prive en particulier les *wastepickers* de leur source subsistance. Au-delà, ces heurts révèlent toute une chaîne d'acteurs, jusque-là ignorée : des marchands informels qui rachètent les déchets secs aux habitants, des négociants qui accumulent les matériaux, les trient, les stockent et les revendent à l'industrie (sous forme de fagots, cf. photos).

Ces conflits d'appropriation se produisent du fait du statut particulier du déchet : par définition chose rejetée, le déchet est un objet qui n'appartient plus à personne. Le reste est cela dont plus personne ne veut. Mais, dans des sociétés inégalitaires, ce que le riche rejette peut intéresser le pauvre. Que se passe-t-il alors quand de la matière abandonnée devient la cible de convoitises ? En fin de compte : à qui revient légitimement la *res derelicta* ?

L'observation empirique de l'émergence, en Inde, de stratégies industrielles (ITC, ACC) consistant à identifier une partie des déchets comme ressources de substitution à des matières premières vierges de plus en plus chères (« *urban mining* ») indique que le champ de la récupération est en train de muter. L'analyse des tarifs de revente des matériaux usagés dans les villes du Sud-est du Brésil permet de percevoir que les

dispositifs de captation des déchets secs sont indéniablement rythmés par la demande marchande globalisée des matériaux vierges correspondants.

Nombreux sont les observateurs qui estiment que les pratiques de récupération informelles sont archaïques et devraient laisser place, à terme, à des services municipaux 'modernes', tels qu'ils existent dans les pays du Nord. A rebours de cette lecture linéaire du développement des sociétés, nous affirmons que la situation historique de la récupération aujourd'hui au Sud est foncièrement distincte du chiffonnage dans les villes d'Europe à la fin du XIXème siècle.

La fin du XIXème siècle fut en effet caractérisée par la révolution industrielle et la découverte de gisements de matières premières vierges aux quatre coins de la planète : caoutchouc, cellulose, pétrole, charbon, etc. Au début du XXIème siècle, la situation est tout autre : les matières premières vierges mobilisées pour alimenter l'industrie moderne sont en voie de raréfaction. La hausse de la demande mondiale de matières premières vierges, contribue à la fois à la diminution des gisements facilement exploitables et au renchérissement de ces dernières. Cette valeur croissante des matières premières vierges, couplée à la prise de conscience écologique, fait de la valorisation des déchets un secteur d'intervention dorénavant stratégique. Si des conflits d'appropriation se manifestent, c'est parce qu'un véritable marché mondial d'extraction de matières premières secondaires est en train de voir le jour.

A l'heure où les déchets sont en train de devenir le gisement de ressources en plus forte croissance à l'échelle planétaire, il convient de porter un regard critique sur le discours de responsabilité sociale des acteurs industriels qui s'intéressent à ce secteur, si longtemps négligé.

De la même façon que les paysans prussiens de la moitié du XIXème siècle furent soudainement accusés d'être des « voleurs de bois », alors qu'ils ramassaient de plus en plus celui-ci non plus pour le consommer mais aussi pour le revendre (Lascoumes et Zander 1984; Bensaïd 2007), les récupérateurs informels, qui sont désormais imbriqués dans la globalisation industrielle, sont taxés d'archaïsme et d'illégalité par des acteurs infiniment plus puissants, qui ne s'étaient jamais soucié, jusque-là, des montagnes d'ordures qui dévastent notre planète et constituent le symptôme -s'il en est- des limites historiques du mode de développement capitaliste.

Observant les prémisses d'une récupération institutionnalisée des restes de la société de consommations par les mêmes acteurs qui mettent ces objets sur le marché, et rejetant le mythe constipé de la société du « zéro déchet » nous ne pouvons que souscrire à l'analyse de Georges Bataille consistant à interroger le devenir et la place que nous souhaitons attribuer à la « part maudite » : cet excédent que la société produit inéluctablement ne mériterait-il pas une forme plus généreuse de sublimation ?

LA VIEILLE FEMME SALIE ET SES RESTES, FIGURE D'ALTERITE ENTRE RESISTANCE ET SACRE

Caroline Darroux, Anthropologue, IDEMEC, France

La première femme que je rencontrai fut Henriette. On me parla, dans la confiance, des détritiques dans sa maison, de son corps qui coulait, de son odeur nauséabonde. Je voulus « passer de l'autre côté », accéder au récit « par », au-delà du récit « sur ». Cette rencontre me permit d'entendre parler d'autres femmes dans des termes proches. Plus j'en rencontrais, plus je provoquais chez mes interlocuteurs des récits sur des visages similaires. La figure de la Vieille Femme Salie est le fruit d'un processus narratif.

La parole qui circule dans les espaces ruraux du centre de la Bourgogne a figé quelques-uns des attributs de vieilles femmes bien réelles, dont on parle dans le cercle restreint du groupe. La petite Louise, Charlotte, Jeanne, Henriette, Alice, ont vécu à des époques différentes (entre 1870 et 2012) dans des lieux différents et ont été entourées de communautés de parole qui ne se croisaient pas. Pourtant elles se ressemblent très précisément dans la manière dont les habitants parlent d'elles. Entre expérience et remémoration d'expérience, la forme narrative, dans ses diverses proférations plus ou moins développées, tisse la concordance collective qui institue une véritable figure. On parle surtout de ce qui distingue ces vieilles femmes du groupe, leur mode de vie « arriéré », leurs attitudes « étranges » et « scandaleuses », rassemblés souvent sous la désignation de « marginalité » dans sa forme la plus concrète et sensible : « la saleté ». Elles ont notamment comme point commun une tendance au collectionnisme qui encombre d'objets des pièces

entières de leur maison. La Vieille Femme Salie questionne la limite, celle des mots et de leur usage communautaire, celle des normes sociales et culturelles de son Temps, et celle du sujet intime qui expérimente la nécessité de dire dans une altérité de langage et de référents. Ces femmes singulières, en tout point, résistent aux injonctions et aux tentatives d'uniformisation, affichant face à certains changements (progrès, hygiénisme, médicalisation du corps) des refus répétés et intransigeants. La notion de résistance se trouve au coeur de la tension narrative qui produit cette figure, par elle se dessine une forme de configuration paradoxale (admiration versus répugnance). La saleté qu'elles incarnent, est le caractère contemporain de ce qui est impropre. La saleté de la Vieille Femme fut produite par les préceptes hygiénistes qui instaurèrent durablement une confusion entre « la trace du passé » et « la souillure » : la persistance du passé dans le temps présent se matérialisa en restes. Aussi la communauté parle-elle de la perte de son récit historique lorsqu'elle parle de la Vieille Femme Salie.

Pour comprendre la capacité métaphorique de ces femmes, il m'a fallu expérimenter la dimension de l'expérience de la figure. Ainsi j'ai acheté la maison de l'une d'elle après sa mort et déblayé les années de détritiques amassés soigneusement pour finir par en percevoir la cohérence. Cette archéologie des déchets a produit un renversement sémantique dans mes catégories d'analyse, me permettant d'accéder à une économie générale du récit refigurée depuis une autre centralité. L'analyse de la transmission orale de la figure de la Vieille Femme avant le basculement historique de l'Entre-Deux Guerres, avec la production d'une autre forme inscrite dans une transmission orale actuelle, montre que la figure de la Vieille Femme Salie représenterait un avatar d'un être fantastique en métamorphose, maintien d'une forme de pensée sauvage actualisée qui va à l'encontre du désenchantement de la société rurale. Ces récits sur les vieilles femmes du territoire morvandiau se construisent dans la nécessité de conserver une réserve des Temps.

D'UN MATERIAU "PAUVRE" A UN PRODUIT DE LUXE : LA SPARTERIE SELON JEAN-FRANÇOIS GAVOTY

Christiane Demeulenaere-Douyère, Archiviste paléographe et historienne, Université Paris I, Centre Alexandre Koyré, CNRS-EHESS, France

L'art d'« accommoder les restes » n'est pas seulement caractéristique de notre temps, avec le souci des politiques publiques de s'inscrire dans le « développement durable ». D'autres époques ont été confrontées à la double question de l'accroissement de la demande de consommation et de la raréfaction de la matière première.

Ainsi, la fin du XVIII^e siècle connaît une tension forte entre des matières premières qui se font plus rares et une demande sociale plus large et plus exigeante, notamment en ce qui concerne les produits de luxe. Tel est le cas notamment du chanvre, matière première dont la production sur le territoire français est en recul, ce qui contraint à recourir à l'importation pour fournir la Marine royale en voiles et cordages de qualité et en quantité suffisante, avec les enjeux stratégiques que cela sous-tend.

C'est dans ce contexte qu'un négociant originaire de Toulon (Var), Jean-François Gavoty (1733-1812), imagine qu'on puisse recourir à une plante peu considérée, poussant partout sur les sols pauvres du pourtour méditerranéen sans qu'on ait à la planter ni à la cultiver, et utilisée de toute ancienneté par les classes populaires pour produire des petits objets d'usage courant, sans grande valeur marchande (balais, tapis, paniers, filets, etc.) ou même des cordages : le spart. Pour réserver le chanvre à ses usages les plus nobles, la Marine, et la paille à la nourriture des troupeaux, il préconise de développer une production à grande échelle d'objets ménagers et industriels confectionnés en sparterie, matériau « pauvre » qui offre le double avantage d'un faible coût de revient et de se contenter d'une main-d'œuvre peu qualifiée.

Muni d'un privilège royal, il crée à Paris, rue Popincourt, une « manufacture de sparterie » qui va connaître un grand développement et un très grand succès, moins par ses productions « domestiques » que par des produits de luxe dans lesquels elle se spécialise, tels que les tapis peluchés ou faux gazons que la mode des jardins, des fausses grottes et des rocailles favorise dans les classes supérieures de la société. La réussite industrielle de Gavoty est manifeste puisqu'elle provoquera sa perte – il sera spolié de son entreprise par ses associés.

Le cas de la sparterie que Gavoty s'attache à promouvoir avec talent, illustre la réhabilitation et la réévaluation par l'opinion publique d'une matière première qui est moins un « reste » qu'un laissé pour compte, un matériau « pauvre », jusque-là délaissé et dédaigné pour sa faible valeur marchande, mais dont la mode et l'engouement du public peuvent faire un *nec plus ultra*.

LA PAPETERIE DANS LES VILLAGES DE METIER DU DELTA DU FLEUVE ROUGE : UNE ACTIVITE GRANDE CONSOMMATRICE DE MATERIAUX A RECYCLER

Sylvie Fanchette, Géographe, IRD – CEPED, France

Dans le delta du fleuve Rouge (Vietnam) l'artisanat occupe depuis plus de mille ans de nombreux villages de métier. Spécialisés dans des activités très variées (des objets d'art et de luxe pour la Cour impériale, aux produits de première nécessité pour les villageois), ils sont organisés en cluster de villages, chacun effectuant une étape de la longue chaîne de production. De la collecte de matériaux à recycler, au tri, puis la transformation et la commercialisation ou les services de transport, les clusters de villages de métier sont parvenus à s'adapter à des conjonctures économiques très variées marquées par deux guerres, l'adoption du système collectiviste, puis l'ouverture à l'économie de marché. Depuis les années 1980, le Vietnam s'ouvre aux marchés extérieurs et les villages de métier, protégés pendant les années d'embargo contre la concurrence capitaliste, diversifient leurs activités et modernisent leur production.

L'activité artisanale repose sur des petites entreprises familiales pour la plupart informelle et, un nombre limité de grandes entreprises donneuses d'ordre. En l'absence de moyens pour accéder à des matières premières importées (cellulose, métaux...), les plus petites s'approvisionnent sur le marché des produits usagés. Les activités papetières, du plastique et de la métallurgie utilisent essentiellement du papier recyclés, des chutes de cahier originaires des usines, des métaux usagés (les résidus des armes de la guerre du Vietnam, comme les cannettes de boissons !) et des bouteilles de plastique.

Dans cet article, je m'intéresse principalement à l'activité papetière dans le cluster des villages organisés autour de Duong O. L'activité de récupération du papier usagé occupe une longue chaîne de collecteurs de Hanoi jusqu'aux producteurs et trieurs du cluster de Duong O. Les villages occupent une main-d'œuvre nombreuse dans les ateliers familiaux qui s'adonnent en parallèle à la riziculture irriguée. Cependant, les quelques grandes entreprises donneuses d'ordre, qui se mécanisent tout en sous-traitant de nombreux ateliers de trieurs, peuvent-elles offrir des produits de qualité aux marchés extérieurs ou urbains tout en utilisant des matières premières recyclées ? Avec la concurrence sur les marchés, la diversification de la production, la recherche de la diminution des coûts de production, la crise des marchés des matières premières importées (la cellulose) les producteurs ne vont-ils pas au contraire privilégier l'utilisation des matières premières usagées ? La résilience des villages de métier face aux crises de l'import-export en Asie ne repose-t-elle pas sur un approvisionnement de matière première recyclée localement et la flexibilité du système de production en cluster ?

QUAND LES SOUTIERS DE LA VILLE SAUVENT LES RESTES DE LA DECHEANCE : RECUPERATEURS DE RUE AU CAIRE, A CASABLANCA ET ISTANBUL

Bénédicte Florin, MCF en géographie, Université de Tours – EMAM – CITERES, France

Les récupérateurs de déchets, zabbâln au Caire, bouâra à Casablanca ou toplayıcı à Istanbul, collectent au porte-à-porte ou fouillent dans les poubelles des villes ou les décharges périphériques afin d'extraire et requalifier des restes en bout de course qui auraient, normalement et le plus souvent, quasi achevé leur trajectoire. Ils donnent ainsi une « seconde vie » à ces objets qui, loin d'être un rebut à leurs yeux, ont une valeur précise et représentent une ressource essentielle puisqu'ils constituent leur gagne-pain. Dans ces trois pays, mais à l'instar de nombreux autres cas dans le monde, les récupérateurs sont au fondement de l'essentiel du système de valorisation des restes qui deviennent, par leur travail d'extraction, la matière première d'une industrie du recyclage au sens large — depuis le petit atelier informel jusqu'aux entreprises liées à des capitaux internationaux en passant par les grossistes et usines locales. Les récupérateurs sont en grande partie à la base d'un secteur des déchets, de plus en plus lucratif, qui est objet de l'attention des multinationales privées et des

pouvoirs publics d'autant plus que l'idéologie actuelle du « développement durable », promue par la coopération et les bailleurs internationaux incite à réorganiser et à moderniser les systèmes de gestion selon de meilleures pratiques et des principes de bonne gouvernance.

Dans ces trois exemples, il ne s'agira pas d'explicitier de façon exhaustive l'évolution des politiques de gestion, mais de comprendre comment, par les dispositifs politiques, techniques et symboliques, la modernisation des systèmes tend (de façon inégale d'un pays à l'autre) à exclure les récupérateurs tout en les intégrant, de façon paradoxale, puisqu'ils délestent la ville (ou les décharges) d'une grande quantité de déchets que celle-ci ne peut valoriser et qu'ils sont à la base de la rentabilité du secteur formel et informel du recyclage

De leur côté, les récupérateurs revendiquent leur liberté : travailler sans patron, sans horaires, sans contraintes. Or, l'analyse de leur place dans l'organisation du système de récupération et valorisation des déchets montre que cette liberté a un prix élevé et que les récupérateurs de rue, exclus socialement, sont les premiers maillons d'une "inclusion perverse" par l'ensemble du secteur qui repose sur leur force de travail — on peut parler d'un « continuum », selon certains auteurs, qui relativise largement les catégories formel/informel.

De façon transversale, cette inclusion perverse me paraît renvoyer à la superposition de sens construite dans les représentations et discours communs entre l'« objet déchet » et les « déchets sociaux », à savoir ceux qui les récupèrent : un entre-deux du visible et de l'invisible, de l'exclu et de l'inclus, de la marginalisation et de l'intégration, du répugnant et du profitable, du déchet-rebut et du déchet-ressource, du désordre et de la remise en ordre par la requalification du reste.

L'HISTOIRE DU RECYCLAGE ET L'IDEOLOGIE (NEO)LIBERALE

Jean-Baptiste Fressoz, Historien, Centre Alexandre Koyré, CNRS-EHESS, France

À mesure que les historiens exhument de l'oubli les pratiques de recyclage caractéristiques de la révolution industrielle, ils construisent l'image d'un XIXe siècle écologique sans le savoir. Or, en déconnectant la pratique écologique --l'ancienneté du recyclage-- des politiques écologiques contemporaines, cette histoire n'est pas sans conséquences ou arrière-pensées politiques.

Cet article analysera et critiquera une série d'arguments historiques liés à la découverte de pratiques productives du XIXe siècle que l'on qualifierait maintenant « d'écologie industrielle ». Le fait qu'elles aient été mises en œuvre par les capitalistes du XIXe siècle, dans un contexte de libéralisme économique et d'absence de contraintes environnementales a été mis en exergue dans des discours néolibéraux sur l'innovation et la question environnementale.

Le géographe Pierre Desrochers par exemple, dans une série d'articles ayant connu un grand retentissement dans la discipline de l'écologie industrielle utilise l'histoire du recyclage et de la symbiose industrielle au XIXe siècle pour mettre en doute l'utilité de la réglementation environnementale bâtie dans les années 1970. Sa conclusion reprise avec beaucoup d'enthousiasme par les *think tanks* néolibéraux nord-américains est que le libre marché, la pression de la concurrence et l'inventivité des industriels a historiquement fourni de bien meilleures incitations à l'écologisation des pratiques productives que la contrainte réglementaire.

Cet article proposera une critique de ces arguments. Premièrement, en remontant à ses origines historiques, on voit que le discours de promotion du recyclage émerge dans les années 1810 dans le contexte d'une grande bataille entre les citadins et les industriels cherchant à acquérir le droit de polluer librement contre les réglementations sévères de l'ancien régime. L'idée d'une adéquation entre laisser faire, recyclage et réduction de la pollution est d'emblée lié à un projet de dérégulation. En 1823, le *Journal du commerce* défendait l'industrie chimique très polluante en expliquant qu'elles « conserve ce que la nature tend à détruire, et comme la nature elle reproduit ce que l'homme consomme ; elle rétablit ce qu'il déplace, et des débris d'un vieux monde, chaque jour elle forme un monde nouveau ». On montrera comment le discours du recyclage industriel au XIXe siècle fut aussi un *green washing* avant la lettre.

Deuxièmement, cet article montrera que le discours de la récupération et de la perfection des procédés butait au contraire sur les contraintes propres à l'échelle industrielle de la production. Par exemple, condenser les fumées polluantes, récupérer les restes et les réutiliser était effectivement possible mais nécessitait de travailler en vase clos, en petite quantité et lentement. Or, pour rentabiliser les capitaux et faire face à la concurrence, il fallait produire vite et en grande quantité. Les coûts fixes liés aux dispositifs industriels rendent en fait les compromis productifs difficiles.

Troisièmement, cet article se penchera sur quelques trajectoires technologiques précises pour montrer que les solutions (toujours temporaires) aux crises des ressources de la fin du XIXe siècle ne reposèrent absolument pas sur le perfectionnement des procédés et la récupération des restes, mais bien plutôt sur la globalisation des ressources et l'impérialisme formel ou informel. D'ailleurs pour Peter Lund Simmonds, un des grands promoteurs du recyclage dans l'Angleterre victorienne, le « waste » renvoyait autant aux déchets qu'aux richesses naturelles exotiques non encore exploitées par les capitalistes britanniques. En retraçant son histoire, il apparaît que l'écologie industrielle (ou ses avatars comme « l'économie circulaire » ou les « symbioses industrielles ») hérite d'une longue tradition de promesse technophile, promesse intenable mais produisant l'horizon idéologique d'une croissance sans limite de la production.

UNE CLINIQUE DU DEBRIS ? LES SYMPTOMES COMME RESTE PSYCHIQUE...

Pilar Galiana y Abal, Maître de conférences en Psychologie clinique à l'université Texas A&M, Corpus Christi, USA

Cadre général de l'étude

La question de la réparation psychique est psychanalytique par essence. Lorsqu'elle interroge un psychisme en souffrance, la question de la réparation évoque (1) une condition psychique et/ou cognitive initiale ayant fait l'objet d'une détérioration, (2) une condition pathologique issue d'une blessure narcissique, fréquemment de nature traumatique, et enfin (3) la possible restauration du psychisme à travers la démarche psychothérapique.

Dans la pratique clinique, le symptôme s'inscrit comme la preuve de cette atteinte du psychisme. Répertorisation et analyse de la symptomatologie détiennent une valeur heuristique essentielle au bon déroulement de la démarche diagnostique et de la mise en place du traitement psychothérapique. D'une part, l'identification de clusters de symptômes permet au clinicien de reconnaître, nommer la condition pathologique dont souffre le patient et de mesurer son intensité. D'autre part, c'est dans l'analyse de la symptomatologie que se trouve la clef permettant d'approcher références et signifiants majeurs (désirs, conflits, valeurs, croyances), composantes essentielles de l'identité du patient. En ce sens, les symptômes peuvent être considérés comme des "restes", c'est -à-dire, les « vestiges » d'une psyché antérieure.

Pourtant la psychopathologie de la relation intersubjective considère que loin de se limiter à être un « vestige » de l'état antérieur du patient, le symptôme est avant tout un message de la psyché (Plagnol, 2006). Fidèles à cette logique, une lecture juste du symptôme permettrait d'appréhender le symptôme comme un « reste », comme un « débris psychique ». Approchés en psychothérapie, ces « restes du moi antérieur » que sont les symptômes rendraient possible la restructuration psychique du patient. Comme Freud l'a déjà suggéré (1967), un symptôme constitue une synecdoque, une partie dans laquelle se trouve inclus un « tout psychique » que la relation thérapeutique a pour rôle de faire émerger.

En tant que technique de réparation psychique, la psychothérapie a pour objet de modifier le psychisme du patient, afin de restituer son état initial et de renforcer les assises identitaires. Selon cette logique, le symptôme serait à la fois "reste" de ce que fut le patient et "promesse de réparation psychique". Dans la démarche thérapeutique, la psychothérapie n'est autre qu'une technique vouée au travail clinique sur ces symptômes qu'elle considère comme l'expression brute d'une matière première dans laquelle se loge l'identité subjective du patient. Pendant la démarche psychothérapique, le thérapeute s'appuiera sur des narrations du patient afin de d'apporter du sens au vide psychique, à la mort symbolique et au sentiment de non-sens dont la pathologie psychique s'alimente. Tel un archéologue, c'est sur les « vestiges psychiques » du patient (thématiques parfois primitives, réactions émotionnelles puissantes activées par la démarche

thérapeutique, réponses anxieuses à des situations d'interaction anciennes, scénarios émanant de traumatismes réactivés par la relation transférentielle) que le clinicien s'appuiera afin de « réparer » le psychisme et restaurer une certaine homéostasie chez le patient.

Cadre spécifique de l'étude

Cet article s'inscrit dans le cadre spécifique de la clinique du patient victime d'une lésion cérébrale acquise. Les troubles neuropsychologiques majeurs émanant des séquelles de la lésion cérébrale acquise comme des troubles de la mémoire, des fonctions des lobes frontaux (les fonctions exécutives), de la flexibilité mentale, de l'attention et de la concentration précipitent le patient dans un « no man's land ». Du fait de ses troubles cognitifs et émotionnels, et des limites que sa situation de handicap (cognitif et/ou moteur) impliquent le patient neurologique ne voit, n'entend, ne juge, ne raisonne plus comme le « commun des mortels ». Isolé cognitivement, en proie à une désorientation temporo-spatiale aggravée par des troubles du jugement et du raisonnement et loin de ses références identitaires (individuelles et collectives) le patient cérébrolésé se trouve en une rupture avec le soi d'avant son accident cérébral. Dès le réveil du coma, du fait des troubles de la conscience dont il souffre, le patient neurologique se trouve en proie à un sentiment d'inquiétante étrangeté (Oppenheim-Gluckman, 2006). Son corps, sa famille, le monde environnant sont devenus des lieux hostiles effrayants incompréhensibles. Le patient neurologique se trouve en recherche d'une ligne bibliographique, d'une narration de soi consistante. En psychothérapie, le patient cérébrolésé se pose des questions de type « Qui fus-je ? Que faisais-je ? Qu'aimais-je ? Que voulais-je ? » et se pose la question d'une réparation de soi (« comment faire pour devenir celui que j'étais avant ? ») à partir de ce qu'il reste de lui (« les troubles neuropsychologiques et leur expression symptomatique »). Bref, la lésion cérébrale acquise inscrit le patient dans une psychopathologie identitaire à thématique fortement existentielle (Prigatano, 1998, Miller, 2007).

Afin d'aider ces patients à s'inscrire dans un système de références et de signifiants constitutif de ce « sentiment d'être soi et non pas un autre » défini par Damasio (1996), la psychothérapie s'inscrit comme un ensemble de techniques permettant au patient de se servir de ses « restes » (symptômes) afin de réparer un psychisme à partir de débris de soi que sont les symptômes neuropsychologiques.

CYCLES OF WASTE AND VALUE: THE ISRAELI-PALESTINIAN E-WASTE SYSTEM

Yaakov Garb and John-Michael Davis, Geographers, Ben Gurion University of Negev, Israel and Memorial University of Newfoundland, Canada

For over a decade much of Israel's electronic waste (e-waste) has been processed in the Palestinian territories. Over this period, increasing volumes of unmanaged Israeli e-waste, the erosion of Palestinian employment and income opportunities, and a still remarkably porous border between the two areas have given rise to an extensive cross-boundary informal e-waste system. This article illustrates the dynamics and impacts of this informal cross-border e-waste system, bringing "out of the shadows" the consequences of the invisible "after-life" of Israeli e-waste.

Our study is based on extensive field observations over the last three years, with over 100 interviews from a range of stakeholders in various positions in the Israeli and Palestinian sides of the "e-waste value chain". We have worked to map the informal e-waste value chain in qualitative terms (documenting the scrap sources and kinds, value chain actors, dynamics, and destinations of end products) as well as provide basic quantitative data on volumes and prices. This kind of description of an informal phenomenon is, by definition, notoriously difficult, though, perhaps, somewhat easier because of the exclusivity and proximity of sources and destinations in the Israeli-Palestinian case.

Our account of the Israeli-Palestinian system is important in its own right because of the massive extent and serious health and environmental consequences that have been largely invisible to the respective authorities and general public during more than a decade of the system's operation. More broadly, the local situation represents a microcosm of much of the international e-waste system and of the invisible operation of shadow economies. The issues are intensified and made starker by the remarkable spatial contiguity of first and third world in the Israeli-Palestinian case, and by the geo-political circumstances, including the long-term Israeli occupation of the Palestinian territories.

The exceptional spatial contiguity of Israeli-Palestinian e-waste flows also makes the transboundary environmental consequences of this case unique. The rebound of improperly disposed e-waste toxins that many developed countries are beginning to experience through poisoned foodstuffs or through the accumulation of e-waste materials in the global commons of the ocean and migrating wildlife is relatively dilute, distant, and delayed compared to the Israeli/Palestinian case. As we demonstrate, Israel's "out of the way" disposal is to Palestinian burn sites that are upstream in a very immediate sense. The combination of perceptual and political-economic disjunction with physical proximity has shaped a particularly vivid and intensified microcosm of the dynamics and consequences of much of the global circulation of e-waste.

Our study suggests how important it is that environmental analysis and policy-making take such informal transnational operations into account, both because of their impressive ingenuity and effectiveness, but also their worrying ability to mobilize massive and environmentally consequential flows of materials that can remain undetected by official systems for years. This study highlights why and where environmental analysts must be, especially to the social worlds and economic processes operating outside of regulation, registration, and taxation. Blindness to the informal sector leads to descriptive and prescriptive errors that are not simply one of magnitude—bureaucratic or accounting oversights awaiting greater precision. In descriptive terms, our case study illustrates how informal economies sustain extensive flows of materials that are both invisible and pervasive, and the resulting blind spot is qualitative and fundamental.

DU "DÉCHET ANATOMIQUE" A "L'ENFANT" : LE STATUT DU FŒTUS MORT EN FRANCE

Anne-Sophie Giraud, doctorante en Anthropologie, Centre Norbert Elias, France

Le scandale provoqué par la découverte des 351 corps de fœtus conservés à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris, a révélé la profonde mutation des pratiques institutionnelles et privées autour de la mort fœtale depuis les années 1980/1990 en France. Trois points seront abordés : la transformation du statut juridique du fœtus mort, la requalification sociale et professionnelle de ses « restes », et enfin la création par les couples endeuillés de « restes » visant à donner une existence à cet être.

Ces transformations ont affecté en particulier le fœtus des « états intermédiaires », à savoir celui né vivant ou mort entre 14 semaines d'aménorrhée (SA) et 22 SA, ainsi que le fœtus mort *in utero* au dessus de 22 SA. Avant 1993, le corps de ce fœtus était considéré comme un « déchet anatomique », au même titre que des fragments d'organes auxquels il était assimilé. Le devenir du corps du fœtus dépend de l'établissement d'un certificat médical d'accouchement et d'un acte « d'enfant sans vie ». Ils ouvrent la possibilité aux couples, s'ils le désirent, de réaliser des obsèques. Or ce statut juridique d'enfant sans vie n'a cessé de s'élargir à des pertes de plus en plus précoces : le seuil limite de déclaration fixé d'abord à 28 SA en 1993, abaissé ensuite à 22 SA en 2001, est enfin supprimé en 2008.

Avant les années 1990, il était également impensable, et ce quelque soit le terme, de le montrer aux couples. Ces pratiques hospitalières ont été complètement bouleversées. Le corps du fœtus mort fait désormais l'objet d'une attention particulière. Il est lavé, vêtu et présenté aux couples comme un enfant. C'est même cette humanisation progressive de ses « restes » qui a contraint le droit à certains arrangements.

La particularité d'une telle mort, par ailleurs autrefois considérée comme un phénomène « infra-social », est qu'elle ne laisse que très peu de « restes » matériels et mémoriels. Or, suite à ces changements, certains couples endeuillés se lancent dans une entreprise intense de création de souvenirs, de stratégies et de bricolages divers, pour faire exister cet être et continuer d'entretenir une relation étroite avec lui (autel

domestiques, photos, etc.). Le don au défunt y occupe une place centrale. Il permet de s'instituer comme « parent » de cet « enfant », là où le plus grand nombre y voit seulement un « accident de reproduction ».

Ces transformations, donnant l'impression d'une institution de la personne du fœtus, sont cependant bien plus complexes qu'elles ne le laissent penser au premier abord. Ainsi, lorsque les obsèques ne sont pas prises en charge par la famille, son corps continue d'être assimilé à une « pièce anatomique », tout comme les membres amputés, et suit le même traitement. On découvre finalement que le fœtus ne bénéficie en fait que d'un statut juridique et social intermédiaire, dont témoigne en définitive le traitement général de ses « restes ». Ces derniers oscillent en effet sans cesse du « déchet » à l'enfant, *selon le sens que donnent les acteurs à leur relation avec cet être*. L'ambition de notre papier sera de le montrer.

QUAND LES RESTES HANTENT LA SOCIÉTÉ ET LA RECHERCHE. LES FANTÔMES DU DENDI (NORD BÉNIN)

Olivier Gosselain, Lucie Smolderen, Anthropologues, Université Libre de Bruxelles, Belgique

Une vieille navette couverte de purin, un sachet plastique troué contenant quelques fuseaux, un morceau de pagnes ayant servi d'épouvantail, des cendres, des fragments de parois en ciment... Autant d'éléments matériels associés à des techniques aujourd'hui disparues dans le Dendi (Nord Bénin) : filage du coton, tissage et teinture à l'indigo. C'est à partir d'eux que nous nous efforçons depuis 2011 d'approcher des activités qui ont occupé une place économique et sociale de première importance jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle. Depuis lors, elles ont graduellement perdu en visibilité, jusqu'à ne plus exister qu'à l'état de restes. Ces restes sont aujourd'hui au cœur de nouveaux enjeux sociaux qui se déploient à des échelles plus modestes que les activités dont ils découlent : tensions locales entre logiques foncières et patrimoniales, expression générationnelle d'un ethos féminin, manifestation du maintien d'une expertise technique. Plus classiquement, ils offrent une voie d'accès à la reconstitution d'univers techniques disparus.

Dans cet article, nous examinerons les différents statuts des éléments évoqués et les potentialités qu'ils offrent du point de vue du fonctionnement et de la reconstitution du monde social des acteurs techniques. Nous insisterons tout particulièrement sur les bricolages méthodologiques que nécessite l'exploration d'activités « fantômes » et la façon dont ceux-ci ouvrent la voie à de nouveaux champs de réflexion en anthropologie et en histoire.

DES DÉCHETS DIVINEMENTS MODIFIÉS. CHAINES DE TRAITEMENT ET ÉCOLOGIE POLITIQUE AUTOUR DU DIEU GANESH

Emmanuel Grimaud, Anthropologue, LESC, Université Paris-Ouest, France

A Bombay durant la fête de Ganesh, les tas de déchets symboliques s'accumulent sur les plateformes rituelles, en attendant d'être traités par ce dieu recycleur. Des voix s'expriment par ailleurs dans l'entourage du dieu, proposant des projets de design pour remédier aux problèmes écologiques les plus divers. Plusieurs questions se posent : Les dieux font-ils de bons alliés pour l'écologie politique ? Comment qualifier ces chaînes de traitement composites qui incluent les dieux ? Comment constitue-t-on avec eux des circuits d'action/réaction à l'image de l'hétérogénéité du monde ? Cette inclusion n'oblige-t-elle pas à repenser ce que l'on doit entendre par recyclage, déchet, circuit, enchaînement de cause à effet et plus globalement 'écologie' ?

LA PRÉSENCE DES RESTES

Jeanne Guien, Philosophe, Université Paris I, France

Si le rôle de la circulation et la consommation d'objets dans la formation et l'entretien des relations humaines fait l'objet d'une grande considération dans les sciences sociales, le rôle du reste est quant à lui relativement tu. Quand on ne le considère pas comme un accident, dommage collatéral renvoyant plus à notre

conformation biologique qu'à notre organisation sociale, on le considère en effet seulement comme un outil de distinction, sous la figure de la richesse excédentaire, de ce que l'on possède mais désigne comme superflu en le rejetant, faisant de la capacité à détruire un signe de la richesse. Dans le cadre de pratiques ritualisées d'abandon ou de destruction de la propriété (dont la plus célèbre est le *potlatch* décrit par Mauss), le producteur de reste affirme la supériorité de sa richesse sur un adversaire, ou plus généralement son indépendance vis-à-vis du besoin, de tout régime de nécessité matérielle qui nous fait garder, stocker, accumuler... Nos propriétés.

S'en tenir à ces fonctions distinctives du reste, c'est poser une limite à la recherche, et renoncer à faire du reste un objet de pensée positif, indépendant. En effet, dans la consommation ostentatoire ou agonistique, on a affaire avant tout à l'objet, dévoilé sous le mode de la richesse pure, possession désirable mais superflue, luxe. Mode indéniable et remarquable, certes, qui ne renvoie cependant pas à son statut de *reste*, mais plutôt de bien matériel, de possession. De fait, si les pratiques de *potlatch* sont si marquantes et spectaculaires, c'est précisément parce que ce sont des biens possédés, des richesses, qui sont détruites, présentées dans un geste paradoxal qui force l'admiration ou le scandale.

Or le reste, précisément, n'est déjà plus richesse ; c'est du déjà détruit, de l'abandonné, et le scandale serait plutôt de le garder, le laisser « rester » trop longtemps près de soi. Sans partir de cette caractérisation, on ne saurait penser des fonctionnalités sociales propres au reste ; et, partant, on ne saurait comprendre les pratiques de consommation essentiellement excédentaires.

En effet, certaines pratiques de consommation prennent forme par la production d'excédents, et ne prennent sens qu'en tant qu'excès. Ainsi, on définit classiquement la fête comme excès autorisé, organisé sous des formes précises : festoyer, c'est s'adonner à une consommation anormale, qualitativement et/ou quantitativement excessive par rapport aux limites habituellement respectées. Or cela vaut tant pour l'absorption ou l'acquisition (manger, boire, se droguer, recevoir des cadeaux...) que pour le rejet d'excédents : une fête, c'est un trop-plein des estomacs autant que des poubelles. Mais est-ce le même « trop plein » ? N'évacuons-nous que ce que nous ne pouvons, en fait ou en droit, absorber ? Autrement dit, la consommation et la production de déchets ne sont-elles qu'un seul et même processus, simplement observé de deux points de vue différents ?

C'est le préjugé que je mis à la question lorsque, du 24 au 30 décembre 2010, j'observais une à deux fois par jour le contenu de la quarantaine de containers d'un quartier marseillais, notant ce que j'y voyais, et testant mes hypothèses en discutant avec des éboueurs et des glaneurs. Je croyais y trouver les signes des mêmes pratiques que celles auxquelles nous nous adonnons explicitement et consciemment à Noël, vues à travers un autre prisme. Or l'observation de ces déchets, de leur quantité, de leur qualité, mais aussi et surtout du rythme et de l'ordre de leur rejet, me mit au contraire sur la piste d'autres pratiques d'organisation, et partant de définition, de cette fête, au sein desquelles le reste assurait des fonctions comme reste. Rythme, distinction de ses « moments », rituel de l'accueil et de l'échange, forme de « l'être ensemble »... Passaient par une production, une présentation, une circulation spécifiques des restes, qui jouaient un véritable rôle festif. De sorte que, loin de n'être que consommation mal gérée, la fête me semblait pouvoir être analysée (tant dans son déroulement que son sens) comme une gestion spécifique de la production de déchets, nécessaires du fait de leur statut ontologique si particulier, irréductible à celui d'ex-objet ou ex-possession. Présenter, faire (des) présent(s), faire présence, ces trois fonctions essentielles à l'accueil, l'échange et l'être ensemble, renvoient, en effet, comme nous le verrons, à un même mode d'être de ce qui « reste », demeure, attend et encadre, fait signe. Les manières d'user de ce mode d'être pour en jouir, la forme et les limites de ces pratiques festives de la présence, sont donc l'objet de cette enquête de terrain.

LE POUVOIR EN RESTES : ASSUJETTIR ET (SE) SUBJECTIVER A TRAVERS LES DECHETS AU CAMEROUN (GAROUA ET MAROUA)

Émilie Guitard, Anthropologue, Laboratoire Ethnologie et Sociologie Comparative, Université Paris-Ouest La Défense, France

Le déchet a été appréhendé selon différents prismes, notamment comme le résidu de mises en ordre et de classifications ou comme étape ultime de la « vie sociale des choses ». Mais il peut aussi être pensé sous l'angle des liens entre le corps et les objets: m'inspirant des réflexions du groupe Matière à Penser, qui envisage les rapports des individus avec leur culture matérielle sur le mode de l' « incorporation » (l'intégration des objets dans la synthèse corporelle) et de l' « identification » à celle-ci, je propose de considérer en miroir les excréments corporels et les objets déchus comme autant d'éléments détachés des corps, qu'ils en soient tombés (dans le cas des déchets corporels) ou qu'ils en soient délibérément sortis à cause de leur perte de valeur et d'usage.

Selon cette grille d'analyse, le détachement du corps d'avec ses excréments et les objets déchus appelle un double mouvement d'excorporation (le reste ne fait plus partie de moi) et de désidentification (le reste ne me représente plus). L'étude des représentations et des modes individuels et institutionnels de gestion des déchets dans deux villes moyennes camerounaises, Garoua et Maroua, permet cependant de discuter cette évidence. La définition et la manipulation des déchets y évoluent en effet, depuis le XVIIIe siècle jusqu'à nos jours, au gré de différents régimes de pensées et de pratiques en la matière. Ceux-ci vont préconiser tantôt la rupture d'avec ses déchets, et donc l'excorporation et la désidentification d'avec ceux-ci, tantôt au contraire certaines formes d'identification ostentatoire mais aussi d'incorporation de ses restes, afin de s'en servir pour dominer.

Entre le XVIe et le XVIIIe siècle, les chefs de plusieurs grands royaumes tchadiques font réaliser de grands tas d'ordures ostentatoires devant leur palais, auxquels ils sont identifiés pour signifier l'ancienneté de leur chefferie sur ce sol, mais aussi leur richesse en « biens » et en « homme », soit leur légitimité à régner. Ces grandes accumulations de déchets sont aussi conçues comme dégageant une « force » et abritant des entités surnaturelles puissantes, que les détenteurs successifs du pouvoir peuvent solliciter, via une forme d'incorporation de leurs grands tas d'ordures, pour protéger leur royaume et assurer sa pérennité. Au contraire durant le XIXe siècle, les conquérants peuls et musulmans, puis les colons français à partir du XXe siècle, via le registre hygiéniste pasteurien, tentent d'imposer des pratiques visant à l'excorporation et à la désidentification des individus, à commencer par les élites, d'avec leurs déchets. Jusqu'aujourd'hui cependant, cette rupture paraît impossible, les restes étant conçus comme portant l'énergie vitale de leurs émetteurs (et les exposant donc à la sorcellerie), et représentant leurs possessions et leur train de vie. C'est pourquoi, pour pallier à cette continuité irréductible entre soi et ses restes, leurs modes de gestion individuels et institutionnels vont longtemps viser leur dissimulation au sein des habitations. Les systèmes municipaux de collecte mis en place à la fin de la colonisation, puis développés en 2008, après une longue période de défaillance où les déchets envahissent l'espace public, ne remettent pas en cause ces conceptions en termes d'incorporation et d'identification, mais aident encore à y pallier, cette fois par la mise à distance des déchets.

La gestion des déchets se situe ainsi au cœur des enjeux de pouvoir et du processus de subjectivation des individus : d'une part parce que la capacité à (se) soumettre aux injonctions du régime du moment constitue un instrument et un dispositif de domination ; d'autre part à cause de l'impossible rupture entre les individus et leurs restes, qui conduit à considérer que contrôler les déchets, c'est contrôler ceux qui les ont émis.

ECO-BUILDERS AND THEIR ART: TRANSFORMATIONS, WASTE-MATERIALS AND THE RECLAMATION OF REMAINDERS

Rachel Harkness, Anthropologue, University of Aberdeen, United Kingdom

I pick up another empty drinks can and pinch it between my thumb and forefinger. Then I press this new sharp edge down into the earthen 'cement' in front of me so that the shiny silver base is flush with the others around it. As I do so – helping the honeycomb wall of cans to rise up – I think of the aluminium in these things and the logic of 'using them up' that the builders speak to me of. I think too of the highways and hedgerows peppered with rubbish such as cans and also of the 'green' controversies surrounding this kind of reuse of aluminium in a world of finite resources.

Reflecting upon work carried-out alongside people building their own eco-homes in the US and the UK, this article traces the incorporation of post-consumer wastes into architectural forms and considers the nature

and contradictions of their reuse. The particular types of homes featuring in this tale are called Earthships and they are off-grid structures built to benefit from passive solar heating and autonomous renewable energy systems. Besides cans and earthen cement, their main constituent materials include old automobile tyres, glass bottles, assortments of architectural salvage, and much rammed earth and adobe (or earthen) plaster. First built in the deserts of New Mexico in the late 60s and early 70s, their style has been evolving ever since, and their basic concepts and forms have been adapted to many other cultures and climes world-wide.

In a critical but also fundamentally sympathetic account of Earthship- building, I present the self-builders as a group of people who may be understood to be reclaiming their own and their wider society's remainders in order to inventively repurpose them. Distinguishing themselves as distinct from recyclers, and as provocative protagonists for radical change in the way that people in the so-called West build and dwell, Earthship-builders attribute much of their creativity to the constraints of little money on the one hand, and the wealth of time, renewable energy, their own labour-power, and waste materials on the other hand. Like Levi-Strauss's figure of the artist, the Earthship-builders are at once 'both something of a scientist and of a bricoleur'. Their creative leaps are grounded in a sound skills-base and a sharp attention to their surroundings, and their work is with a set of tools and materials 'finite and (...) heterogenous'. Yet, they are also found to be 'questioning the universe' through their building, and as Levi-Strauss put it, their efforts to change their own way of life and perhaps their wider-society's, are arguably evidence of them 'trying to go beyond the constraints imposed by a particular state of civilization'.

Analysis of tyres-turned-rammed-earth-forms and cans-turned-bricks, suggests, then, that for these builders, a combination of economic necessity, opportunism, hope and imagination has helped and continues to help them to transform rubbished things into valued materials. Furthermore, as they make these transformations, the builders challenge norms and boundaries, breaking cultural taboos and architectural habits as they go: roofs flatten so as to collect rainwater, dirty water gets recycled through interior gardens of aloe plants, banana trees and grape vines, rooms round following the curves of their constituent materials, spaces shrink so as to be affordable to construct and maintain, front doors become side doors, hearths are made redundant by passive solar design, sewage feeds vegetable gardens. Fundamentally, this article argues that Earthship-building is good to think with in these times of ecological crisis. It presents a colourful and often idiosyncratic example of eco-friendly living that very literally brings waste back home in order to try to persuade wider society of the need to face that which we have thrown away.

DIS-ARTICULATED BONES

John Harries and Joost Fontein, Social Anthropologists, University of Edinburgh, United Kingdom

There was a time, of exploration, enlightenment enquiry and imperial quest, when scientific fashion was to collect human remains for study and display. Tremendous collections of skulls, bones and other tissues were procured from the bodies of the executed, from battlefields, paupers' graves, and foreign cemeteries; and particularly from non-Christian indigenous peoples, looted with impunity so long as there was some semblance of scientific purpose. These bones became literally and figuratively articulated within complex and overlapping regimes of value and practice. Articulated with other things and other bones to form skeletons and specimens, they were constituted in particular ways through complex assemblages of words and artefacts. Bones were hooked up by bolts, wires, and suggestive proximity to reveal some truth of human nature, or some insight into 'other' or past lives. They became articulate in literal and figurative senses, gathered, accumulated and displayed to give voice to their 'own' natures, or the person or 'people' they once were, to make real the existence of races, or ethnic groups, or cultures.

Times change. Scientifically sanctioned enthusiasm for bone collecting has been blunted; in part as the study of "race" through phrenology, craniology and other corporeal determinants of 'humanness', so central to 19th century anthropology, fell out of favour. It became blunted by a robust ethical critique of the carelessness with which human tissue was enrolled into "academic" projects, a continuing critique underpinned by a peculiar sense that even post-mortem people should have dominion over their own bodies.

But these bones endure. Out of sight, perhaps out of mind, but nonetheless still *there*, in the nooks and crannies of our public culture. We are left with bones as leftovers – a strange detritus in museum storerooms and locked cupboards. Perhaps human bones are like any other accretion of stuff, collected with long-forgotten purpose and now abandoned. Except that, uncertainly suspended between subject and object, *mere* things yet more or other than a thing, such bones conjure their abjection less because their purpose is lost, and more because they retain some spectral sense that they could *be* someone. In other words, bones are archetypal leftovers because even if they don't mean much anymore, they still mean too much. Their condition of abandonment exists because we cannot use them but neither can we destroy them. Their value is gone but they must have value.

Our proposed article is about these lingering, leftover, dis-articulated bones. The assemblages within which they once were constituted and given voice have fallen apart. Traces of the “projects of knowing” that hooked them to other bones, ideas, artefacts – some faint writing, a blob of wax or the head of nail – remain faded yet suggestive. Even disarticulated they find company and sorority. Strange juxtapositions of things, ideas, forms, and sensual touch always emerge anew. New associations created if only by virtue of proximity, through which dis-articulated human bones appear “more vividly as things ... entities not entirely reducible to [human] contexts ... never entirely exhausted by their semiotics.” Shorn from past associations that rendered them articulate and intelligible in particular ways, human bones retain a quality of affective presence, metonymically evoking the possibility of things once said, and still to be said.

We explore these leftover, dis-articulated but not wholly inarticulate bones, through a project forged around a single skull; which was found, forgotten, a bit lost but still around, in Edinburgh's College of Art. The project explores how people constitute a sense of life, vitality and humanness from bone's mute mineral materialities. It is both an exploration of what and how bones can “say” and be given voice, and what they don't or can't say; how these evocative things can suggest opaque traces of animate human life yet resist efforts being rendered intelligible; how they “speak” to a presence which is withheld even as it is made manifest. The focus is on material processes of re-assembly, of hooking things up, bringing together, of reforging sorority and fraternity. In particular we lay two processes side by side: Firstly, processes of osteological study, involving CT scans, human touch, 3D imaging technology, and so on, to reveal a ‘definite’ truth about the person whose skull this was (or is). And secondly, an interactive installation that asked people to create a “still life” involving the skull and other objects, things and materials of their choosing (a bunch of plastic red roses, butterflies in a glass case, an empty coke bottle etc.). Though different, both are processes of re-articulating what has been dis-articulated, revaluing that which has been devalued, remaking what has been unmade. And both reveal the remainder - the excessive detritus - which exceeds yet is insufficient to the work of re-assembly and revaluation.

In reflecting on this project, and the vagabond, leftover human bones secreted in and around the spaces of public culture, the proposed paper will itself be an assemblage or installation of a sorts, composed of text, “still life” photographs from the interactive exhibition, and images composed through osteological analysis. What is proposed is an article appearing in print, of between 10,000 and 20,000 characters accompanied by a maximum of 8-10 High Definition images (a sample of which are below).

WHERE FURNITURE GO TO DIE

Marie Hebrok, Doctor of Philosophy (PhD), Norwegian university of Science and Technology, National Institute for Consumer Research, Trondheim and Oslo, Norway

Most social scientists agree that waste is a flexible category constructed by culture. Within the design community and the field of eco-design efforts are being made to increase the lifespan of products in order to decrease resource consumption and environmental damage, and reduce waste. This work is most often focused on durability of materials, reparability, modular constructions, and separable parts of different materials for recycling. Materials and construction are important aspects of creating more sustainable products, but a single minded focus on those leaves a blind spot where the effects of life phases, routines, habits, knowledge, values and emotions remain hidden. In order to develop products that live a long life, it is important to understand the socio-material network of influences that make products obsolete. The large

recycling centres outside cities where people can relieve themselves of excess 'stuff' is a good place to observe the action of wasting. It is where our things go to die, and the reasons behind their ending are not always as straightforward as we might think. This paper is based on three visits to the largest recycling and waste handling centre in Oslo where the author has made observations and interviews. To delimit the scope of the research, furniture was chosen as the category of waste to be observed. The assumption is that people might reveal other aspects of wasting when they are approached at the exact moment they are engaging in the practice, and in the presence of the wasted object, than when asked in surveys and interviews detached from that context.

The study represents an ethnographic approach to design challenges, and Design for Sustainable Behaviour (DfSB) perspectives. DfSB is a young research field which is influenced by several fields both exogenous and endogenous to design, such as interaction design, user centred design, sociology, anthropology, and psychology. In order to empower design in the battle against climate change and environmental degradation, design researchers have begun to develop a field of 'design interventions'. Efforts are currently being made to explore the usefulness of theories, methods and concepts from social science to develop strategies and guidelines for DfSB. Examples being practice theory, social psychology and innovation theory.

NON-WASTE IN A NON-WESTERN SOCIETY: THE AARI OF SOUTHWESTERN ETHIOPIA

Morie Kaneko, Anthropologist, University of Kyoto, Japan

This presentation considers the concept of waste held by the Aari of southwestern Ethiopia by analyzing food production and consumption and the lifecycle of craftwork in their lives. The concept of waste is examined in the following three settings: 1) the production and consumption of ensete (*Ensete ventricosum*); 2) the lifecycle of pot use; and 3) students' used notebooks. The discussion in this presentation is based on data on ensete production and consumption collected in July 2012, data on the lifecycle of pot use collected for about 1.5 years between 1999 and 2001, and on interviews with 47 students conducted in March 2013.

There were three main findings. First, there is almost no appropriate concept of waste with the meaning of unnecessary and useless in the Aari language. In the process of ensete food production and consumption, the Aari call rotten food *dakari*, which means spoiled food and inappropriate behavior. They regard the sheaths and leaves of ensete as resources that make the soil fertile and place them in their home gardens. Second, if pots crack or break, the Aari repair them and use them differently, perhaps for holding coffee beans or as a plate to transport fire from a cooking stove in another house. Ground up pot fragments are also used for laundry soap or toothpaste. Women potters also collect pot fragments to mix with clay and make new pots. The Aari do not treat the pots that have no function as pots as waste, but use them differently and use them completely. Finally, most high school students who were interviewed kept their used notebooks since junior high school in a wooden box to review for tests. Notebooks from elementary school had been lost or used as toilet paper.

Basically, ensete and pots circulate in their ecosystem with no leftovers. The Aari use them and return them to the system using their knowledge and techniques, which are embedded in their socio-ecological environment and not recorded anywhere. Their behavior regarding the used notebooks from elementary school is similar to their behavior regarding local knowledge and techniques. In comparison, junior and high school students start learning the behavior of modern knowledge, such as writing down knowledge, accumulating it on paper, and then memorizing it. One head of household kept his children's notebooks in a 100-kg sack for coffee beans. The paper was considered useless to the children. The notebooks represented modern knowledge, but through local knowledge the household head was at a loss for what to do with the sack in the corner of his house because it had come to a dead end.

JAPANESE NUCLEAR WASTE AVATARS

Peter Kirby, Environmental Anthropologist, University of Oxford / School of Geography and environment, United Kingdom

Japan's cataclysmic 2011 tsunami has become a vast, unwanted experiment in waste management. In

addition to the tens of millions of tons of tsunami debris that littered Japan's eastern coastline and the resulting Fukushima Daiichi radiation crisis, the seismic event created an awkwardly fortuitous rupture in Japanese nuclear practice that exposed the lax and problematic management of nuclear waste in this country to broader scrutiny, as well as distortions in its very conception. This paper looks at the full spectrum of nuclear waste in post-tsunami Japan, from spent fuel rods to contorted reactor containment, and the ways that nuclear waste mirrors or diverges from more quotidian waste practices in Japanese culture. While vitrified high-level radioactive waste (HLW) may constitute the most widely mediated form of nuclear waste—and Japan possesses an enormous stockpile of uranium and plutonium in a range of facilities and waste avatars—the Fukushima Daiichi plant itself and its erstwhile banal surroundings have themselves transmuted into an unwieldy form of nuclear waste. Not just the slumped nuclear fuel that has melted through reactor containment but all the irradiated power plant components and the debris-laden environs present a thorny series of cleanup complications. The immense challenges of the Fukushima Daiichi site have stimulated a series of on-the-fly innovations—like the myriad makeshift tanks and pipes for radioactive cooling water and the controversial “frozen wall” that is intended to prevent groundwater from spreading acute radiation beneath the site into the nearby Pacific Ocean—that furnish perspective on more everyday nuclear waste practices in the industry.

Some HLW can be reprocessed for limited use in today's reactors, but much of Japan's nuclear waste is simply converted into other forms of waste. The ongoing process involves numerous stages and intricate choreography that involves extensive peregrinations via ship, truck, and train. For this paper, seasoned waste ethnographer and Japan specialist Peter Wynn Kirby teams up with London-based photographer Daniel Stier to provide analysis and select imagery of Japan's sprawling nuclear waste apparatus, from glimpses of the vast bulk of Japan's reprocessed uranium and plutonium in Sellafield (pictured below) to the irradiated wastescape of Tohoku in northeastern Japan. The project also explores the value-regimes of the nuclear industry, its “green” rhetoric purloined for instance from ecological discourse on recycling, its manifold classification and segregation practices, and the extent to which broader Japanese waste protocols influence nuclear strategies in the aftermath of the disaster. Nuclear waste's numerous epithets include “filth everlasting [une ordure éternelle]” and “the ultimate litter—rubbish that's going to stay rubbish for a very long time”. In a society that has long been fixated on segregating filth, maintaining (imagined) purity, and managing proximity to pollution—not to mention coping with the trauma of suffering atomic radiation post-1945—the specter of nuclear waste looms over contemporary Japan and its ongoing debates over resources, risk, and Japanese nuclear identity itself.

TOXIC REMAINDERS AND THE SEEPAGE OF RACIALIZED HISTORY IN BIRMINGHAM ALABAMA

Shilo Krupar et Greig Cryslar, Géographe et Architecte, Georgetown University et University of California at Bekerley, USA

The global credit crisis of 2008 produced wasted landscapes of dispossession, eviction and abandonment that are global in scale. Their human and material consequences have been widely discussed as a new phase of neoliberal accumulation, austerity and governmentality of debt. While the scale and intensity of the devastation is unique, this paper argues that processes of foreclosure are intertwined with active historical remainders of prior waste regimes; modes of governing whose assumptions about blight and deterioration linger into the present; toxic materialities that are buried or displaced but remain active; and forms of resistance developed under different models of state power and political agency. These specters of the past reach into the present in unexpected ways, shaping the visible landscapes of cities through the mental and material processes of the historical remainder.

The buried, invisible, often willfully undisclosed capacities of intersecting waste regimes demand attention to both empirical conditions “in the ground” and the modes of representation needed to access and assemble them into new forms of critical understanding. We propose to draw upon the techniques and conventions of the natural history museum, redirecting its normalizing tendencies to exhibit the fundamentally transnatural condition of contemporary waste landscapes, and their site specific disruptions of the boundaries between past and present, human and non-human, toxic and natural.

Our paper will take the form of a guided tour through several articulations of waste and race that are present in Birmingham Alabama, known as the “Magic City” of capitalist industrialization and, from its founding to the 1960s, the most segregated city in the U.S. The purpose of the tour is to reveal how the city’s current crisis of austerity, vacancy and abandonment—intensified by the expansion and failure of the county’s sewer system and highly-racialized foreclosure rates—is entangled with the charged remainders of the past and buried conditions of the present. These include the black codes and exploitation of convict labor by Birmingham’s coal-mining, iron-forging, steel-making and railroad companies through the 19th and early 20th centuries; Jim Crow-era racial redlining, debt peonage and anti-Black vigilante terror; the city’s leading role in the mid-century U.S. civil rights movement; and its more recent status as an exemplary case of transnational disinvestment and, until Detroit’s downfall, the most extensive case of municipal bankruptcy (~\$4 billion) in the U.S. By creatively documenting the linkages between Birmingham’s municipal bankruptcy with the city’s sedimented historical layers, we endeavor to show how ongoing processes of *remaindering*—of racial and political-economic differentiation—are the basis of the social and material organization of the city and its futures.

We will develop an allegorical figure to perform our “waste analytics.” The Museum of Waste (MoW)—a fictional museum of waste treatment infrastructure—will conceptually and methodologically structure the tour. Combining visuals with textual vignettes, the MoW will creatively document the impact of vastly increased sewer service fees on low-income households; the back flushing of sewer-related austerity on public services in general; the re-assertion of white supremacy and machine politics via waste industry corruption; the settling ponds of minimal regulation and urban renewal; and the residues of blight and deterioration, deferred toxicities and their embodied impacts in Birmingham, as well as prior models of activism.

Here we offer an initial draft of photographs that explore race, waste, and remaindering processes in Birmingham, Alabama and its surrounding area, including Ensley, Mountain Brook and other parts of Jefferson County. Our initial categories include: Toxicity; Debt; Corruption; Segregation; Recycling; and Revitalization. The images are presented in a juxtaposed format to suggest the breadth of issues and the interaction between historical layers that we hope to investigate in our tour. The images serve as condensed summaries that will be expanded into more fully-presented expositions that draw upon—but critically rework—the visual and ethnographic conventions of the natural history museum.

SOUS LA MONTAGNE DE PLASTIQUE UNE MINE D'OR : MATIERES TRANSFORMEES, VALEURS RECYCLES ET MYTHES MONDIALISES DANS LE VIETNAM CONTEMPORAIN

Mikaëla Le Meur, Anthropologue, Université libre de Bruxelles, Belgique

Depuis l’ouverture du Vietnam au commerce international à la fin des années 1980, la petite ville de Nhu Quynh, située dans le delta du fleuve rouge sur la nationale reliant la capitale Hanoi au premier port du nord du pays, Haiphong, a subi des transformations aussi majeures que désordonnées. Auparavant modelée par une économie rurale de subsistance, quand paysans et éleveurs évoluaient dans les rizières, elle s’est peu à peu métamorphosée en une fabrique de transformation du plastique à ciel ouvert, sous l’impulsion du village artisanal de Minh Khai. Les activités liées au recyclage transfigurent le territoire et modèlent les pratiques des habitants ; qui de la collecte de déchets en porte à porte, qui des fouilles de décharges armé d’une serpe éventrant les sacs usagés, qui de la réquisition d’un terrain vacant du voisinage pour stocker la matière en transit, qui de la location de ses services de conducteur transportant le tout entre entrepôts et usines, qui de sa

force de travail, ouvrier actionnant les extrudeuses rouillées des fabriques artisanales de granulés polymères, qui de la vente de ceux-ci, armé d'un diplôme de comptable ou de langues étrangères.

A Nhu Quynh, le recyclage est une économie globalisée et le plastique du monde entier, arrivé par containers par la terre et la mer, double la chaîne vietnamienne de la récupération des ordures et draine une migration laborieuse issue de tout le nord du Vietnam. Le plastique est devenu le carburant qui alimente la commune, pour le meilleur et pour le pire. Car au côté des maisons bourgeoises des patrons d'usines qui s'élèvent sur plusieurs étages en lieu et place des bâtisses traditionnelles de plein pied, on découvre sans chercher un environnement extrêmement dégradé sur lequel les autorités locales n'exercent quasiment aucun contrôle. Les odeurs acides du plastique souillé chauffé au soleil planent en permanence dans l'atmosphère chargée de cette campagne devenue banlieue industrielle polluée. Les eaux usées des industries se déversent dans la rivière sans le moindre traitement, faisant mourir les poissons, contaminant les champs et les légumes du marché. Ici comme dans les environs, on se questionne sur l'avenir de ce recyclage qui certes rapporte, mais dont les conséquences environnementales et sanitaires sont plus qu'alarmantes.

Ce tableau brossé à grands traits a été constitué à partir d'une enquête ethnographique débutée en mars 2014 et toujours en cours. Elle est appuyée par d'autres enquêtes sur la gestion des ordures ménagères réalisées dans deux autres communes vietnamiennes d'une taille équivalente (entre 15 000 et 20 000 habitants) en 2011. A travers la mobilisation de ce matériau empirique, je propose de répondre à deux objectifs principaux. Dans un premier temps, je tâcherai de mettre en évidence la circulation des matières ordonnant le territoire urbain et leurs interactions quotidiennes avec les humains autour de leur valeur d'usage et leur valeur symbolique. Il s'agira de suivre les parcours du plastique (déchets, matières transformées, produits manufacturés) mais aussi des composantes fondamentales de l'environnement (notamment l'air et l'eau) ou encore de l'argent, fluide dont la circulation structure les rapports de force et l'ordre citadin.

Dans un second temps, je propose de réfléchir à l'existence d'une mythologie économique néolibérale au sein d'un Etat socialiste autoritaire¹ et à la manière dont celle-ci imprègne les pratiques et les discours des acteurs au quotidien. Je porterai mon regard sur les discours de réussite sociale, les désirs d'entreprise privée ou encore l'organisation de la flexibilité du travail salarié.

Dans un univers très inégalitaire où une minorité s'enrichit quand une majorité s'extrait difficilement des contraintes de la survie, les justifications de postures et les jugements adressés aux autres sont marqués par de fortes polarisations. La société locale se révèle sous ses fractures, ses conflits de représentations et les parcours de nouveaux riches, concentrant les ressources sociales, économiques et politiques suscitent les fantasmes et les jalousies. Nhu Quynh est une petite ville où le développement économique tant espéré vient mettre en péril la conservation de la cohésion sociale et la préservation de l'environnement local. A de multiples égards, cette commune vietnamienne tiraillée par des valeurs diverses pourrait être érigée en allégorie du Vietnam contemporain ; un pays qui, sous l'apparence du consensus politique, est traversé de conflits et de contradictions.

THE ORBITAL WAKE OF THE ANTHROPOCENE

Josh Lepawsky, Geographer, Memorial University of Newfoundland, Canada

At 1656 GMT on 10 February 2009 an operational US communications satellite, Iridium 33, and a decommissioned Russian communications satellite, Cosmos 2251, collided in orbit 790 km above Siberia. The intersection of their orbital planes resulted in a collision velocity exceeding 11km/second and "two distinct debris clouds extending through much of low Earth orbit" (NASA Orbital Debris Program Office 2009, 1). This was the first accidental hypervelocity collision of two intact spacecraft in history. The resultant debris clouds are now part of the more than 100 million pieces of debris calculated to have been accumulating in orbit above the Earth since the launch of Sputnik in 1957. NASA estimates that debris in orbit above 1000 km will "normally continue circling the Earth for a century or more". What is it to be a member of a species for whom remainders of their technological capacities are populating territory beyond the terrestrial volume of the planet that species inhabits? What, if any, is the material-semiotic significance of these orbital remainders? State

organizations such as NASA and the US Space Surveillance Network construe such debris as hazards to be tracked, managed, and mitigated. But what else are, or might, these fields of remainders be and for whom, where, and under what conditions?

My proposed print article of between 10,000—20,000 characters, will explore these questions by drawing on textual and visual evidence available from a variety sources including the NASA Orbital Debris Program, the US Space Surveillance Network, and the European Space Agency. Tentatively, I interpret orbital debris as a potential candidate for being grasped as a 'wake' of the Anthropocene. To do so I draw on the multiple meanings of wake. The term denotes emerging from a state of sleep, the holding of a vigil, as well as a trail of disturbed water or air left by the passage of a ship or aircraft. Orbital debris, perhaps like other indices of the Anthropocene, is a certain kind of wake-up call; it is also a particular cause about which some keep watch, perhaps even pray; and it is a tangible trail of the passage of human technological capacity and the work it does to divide collective life into variable geometries of inclusion and exclusion—who is the 'we' and the 'us' of the 'anthopos' of the Anthropocene? And how might that 'we' be remembered via orbital remainders in the futures they are engendering today?

CAR SACRIFICES: EXCESS AND CONSUMPTION IN CONTEMPORARY SAUDI ARABIA

Pascal Menoret, Historian, New York University Abu Dhabi, UAE

This article examines the Saudi car drifting subculture in relation to the wider Saudi economy. In the 1970s and 1980s, Saudi Arabia became a mass consumer society, with an economy based on the distribution of wages, lands, and imported goods. The royal family granted trading monopolies to its clients, and created a series of fiefdoms that linked the production of power to the production of space and of economic value. Rent distribution patterns followed trickle down notions inherited from the North American economic advisers who had presided over the creation of the Saudi national economy in the 1950s and 1960s. Yet land speculation and mismanagement of public finances led to a long term housing crisis: today, only 30% of Saudis own their home, compared to a global average of 70%. Saudi elites and American economic experts expected the rentier economy to help create a nation of subservient and contented citizens. The formation of rent monopolies allowed instead for wealth concentration and for the continuation of class, race, and gender privileges in a fast changing and diversifying society.

Car joyriding and drifting (*tafhit* in Saudi Arabic) became a common practice among disenfranchised Saudi youth after the 1973 oil boom. Groups of youth would coalesce for a night around the theft, swerving, and destruction of sedans on the urban freeways of Riyadh, Dammam, and Jeddah. This practice elicited countless accidents, and drew the attention of the authorities. Police crackdown started in the early 1980s, when the governor of Riyadh first outlawed joyriding. Yet the phenomenon increased and reached a peak in the late 1990s. By then, the police was reporting a case of joyriding every 11 minutes on average, and was throwing hundreds of youths in jail. In the 2000s, despite heightened repression and a nationwide moral panic against joyriding, the practice of stealing and drifting cars became even more widespread and lethal.

Based on four years of fieldwork in Riyadh in the mid-2000s, this article reads joyriding and drifting as ostentatious and extreme consumption practices. By analyzing the functioning of joyriding sessions and the structure of joyriding groups, it shows how car destruction became a form of public art, and turned the landscape of Saudi cities into a scene on which the icons of the middle class were sacrificed, while marginalized youth could prove their valor. 1. A car drifting party on the outskirts of Riyadh; 2. Joyriding and drifting take place for the most part in planned subdivisions; 3. Inside a car drifting party in Riyadh; 4. Slums in Riyadh in the late 1960s; 5. Traffic congestion in Riyadh in the late 1960s; 6. Joyriding as a car sacrifice and urban spectacle.

DES RESTES AUX RESSORTS : AU-DELA DE L'UTILITARISME, ONTOLOGIES DU VIVANT ET RAPPORTS A LA NATURE

Fabien Milanovic, ENS Lyon, France

L'évolution des paradigmes en écologie (Matagne 2013), combinée aux crises écologiques – empêchant d'envisager un extérieur qui serait l'"environnement" de nos sociétés (Latour 1999) – rendent plus

évidente l'impertinence du dualisme société-nature et invitent à repenser ces termes et leurs relations (Descola 2011). Dans ce cadre, si la notion de "ressources" (naturelles, génétiques, etc.) s'avère heuristique pour opérer une analyse de nos rapports à la nature, son pendant (qu'il s'agisse de "reste" ou de "déchet") ne l'est pas moins. En m'appuyant sur une enquête empirique récemment menée sur les ressources en France (Milanovic 2013), je propose de travailler cette question : en quoi le rapport utilitariste aux entités biotiques (rapport contenu dans le terme de ressource) s'est-il altéré au contact des restes des activités impliquées par ce rapport ? A quoi cette altération a-t-elle donné lieu ?

Trois types de restes-déchets seront distingués, dont la progressive prise en considération a suscité des réponses innovantes.

Concernant les restes industriels : de 1983 à 1987, le lit mineur de la Garonne a fait l'objet d'extractions de graviers. A l'issue de ces exploitations, les rives de Garonne, dont le "Ramier de Bigorre" (zone humide), ont été très dégradées (ce qui est dû à un excès d'exploitation et aux négligences relatives aux restes de ces activités sur le site). Des opérations de réparation écologique depuis lors ont été instaurées, et le lieu est ouvert au public (éducation à l'environnement), bien que des conflits d'intérêts, d'usages, y soient encore palpables. D'autres déchets industriels posent aussi problème, comme en Camargue avec l'un des domaines les moins anthropisés de ce Parc Naturel Régional, La Palissade. Premier problème, la proximité d'avec les déchets issus de l'usine d'incinération de Fos-sur-Mer. Second problème, le dépôt de Bti (biocide utilisé pour la démolition en cours depuis 7 ans) au fond des mares de ce domaine inondable, et sa toxicité pour le maintien de la biodiversité locale. Ces restes interrogent notre capacité à gérer de tels espaces, non pas de manière anthropocentrique, mais "écocentrique", c'est-à-dire en tenant compte des autres formes de vie qui les habitent, en considérant l'ensemble des composantes de la "communauté biotique" que nous y formons.

Concernant les restes agricoles : les oppositions à la populiculture ont particulièrement été nourries dans les basses vallées angevines (excès de la culture locale des peupliers au détriment d'autres cultures). S'en est suivie une activité réglementaire pionnière en France, distinguant dans ces vallées trois types d'espaces où la populiculture décline un prisme allant de sa tolérance à son interdiction. Opposition également fournie dans les vallées de la Loire, où ce sont les "restes" des peupliers hybrides dans le paysage visuel qui n'avaient pas été pris en compte, alors qu'ils constituaient des "obstacles" à l'appréciation des paysages traditionnels de ces vallées. Depuis, des collectivités territoriales se sont engagées dans la reconversion des parcelles de peupleraies en prairies lorsque celles-ci arrivent à leur terme d'exploitation.

Enfin, concernant les restes d'aménagement : les pratiques d'aménagement exclusivement anthropocentriques ont aussi produit des excès au regard des atteintes à la biodiversité locale. Les rives de la Loire sont un cas exemplaire où des alliances entre chercheurs, collectivités locales et associations ont permis de réinterroger les pratiques d'entretien des rives en vigueur et de les modifier afin d'intégrer la biodiversité existante. De plus, inventaires et suivis d'espèces ont permis de rendre visible la biodiversité des rives et de l'intégrer au sein de référentiels servant d'appui aux plans d'aménagement, témoignage d'une évolution des pratiques anthropocentrées vers plus de ménagement des autres formes de vie et des écosystèmes. Ces évolutions au regard de la prise en considération des "restes" des activités humaines expriment un changement ontologique conférant un double statut au vivant (non plus simple moyens pour les activités humaines mais également êtres de nature). Elles expriment aussi une complexification de notre rapport à la nature, où la relation utilitariste n'apparaît qu'une parmi d'autres.

ÊTRE EN RESTE : LE NUCLEAIRE ET LE NEUTRE

Yoann Moreau, Anthropologue, Centre Edgar Morin (EHESS), France

Les catastrophes produisent du fatras, du chaos, un désordre d'ampleur écologique et sociale. Les survivants sont placés dans une situation qui déplace considérablement les usages ordinaires de ce qui, jusque-là, constituait leurs mondes respectifs et leur milieu collectif. Une casserole pourra servir de marteau ou de passoire, une bâche de couverture ou d'abri, un bus fera office de maison communautaire ou de matière première, les livres s'avèreront d'excellents combustibles, les logiques technicistes et ingénieristes laisseront place à une « pensée sauvage » et à une « bricologique ». Dans un contexte de crise profonde, les déchets usuels « offrent » de nouvelles applications et de nouveaux rapports. Ils sont perçus et mobilisés de manières

souvent inédites, en vue de refaire monde sur la base d'un effondrement massif, à la fois matériel, psychologique, politique, économique, écologique et symbolique. Ces diverses formes de déplacements des usages, des pratiques, des valeurs et des institutions font l'objet de nombreux travaux. Les études qui portent l'attention sur les disputes et controverses post-catastrophes mettent notamment au jour les rouages discursifs et pragmatiques qui ordonnent les reconstructions et remobilisent des usages alternatifs, des légitimités marginales et des processus d'intelligibilités originaux.

Ces moments de grand redéploiement des rapports humains à ce qui l'environne sont fascinants pour ce qui concerne la notion de déchets. Pourtant je souhaiterais porter le regard sur une autre forme de déchéance, celle qui porte les déchets par-delà nature, culture, contre nature et contre culture : dans le champ du neutre. Le neutre sera entendu ici au sens de Blanchot, comme ce qui échappe à la conscience (l'oublié), à la perception (la Nuit), à l'agir technique (l'inutilisé) et symbolique (l'inqualifié).

Les déchets neutres ne sont pas qualifiables en soi, mais uniquement « par défaut ». Par défaut de quoi ? Par défaut (entre autres) du couplage nature-culture, c'est-à-dire du schème d'intelligibilité à l'aune duquel nous connotons et classons ce qui nous entoure. Entre *Umgebung* et *Umwelt* il y a « un reste » non connoté qui échappe à l'écologie symbolique (la connaissance), technique (l'action) et organique (la conception). L'humain, parce qu'il sait qu'il ignore et qu'il ignore ce qu'il ne sait pas, est pris dans cette double tension de la connaissance et de la reconnaissance, de l'affermissement de son savoir et de la découverte de nouveaux champs d'exploration, d'invention et de création.

Les déchets, c'est-à-dire les choses dont l'usage et la valeur ont été disqualifiées, font encore partie des milieux (*Umwelt*) humains. Mis au rebus de la culture – externalisés dans des décharges, dépotoirs, et autres sites dévoués à l'immonde – ils n'en demeurent pas moins « dans la nature ». Quand bien même nous tentons de les déconnecter des processus organiques et des systèmes d'échanges sociaux, quand nous les qualifions de déchets nous renouvelons la reconnaissance de leur existence latente et cumulative. S'ils s'amoncellent et tardent à nouer un rapport optimal avec le milieu humain, nous ne les oublions pas tout à fait, ils nous pèsent et nous préoccupent, bref, ils nous encomrent (aussi) l'esprit.

Les restes au contraire, ne sont pas qualifiés mais – plus ou moins provisoirement – oubliés. Je souhaite développer cette différence par l'étude de ce que l'on qualifie en général de « déchets nucléaires ». Ces derniers, parce qu'ils engagent des régimes de temporalités inédits (de l'ordre de dizaines de milliers d'années), des niveaux de labilité infra-cognitifs (échelle atomique) et des modalités dramaturgiques non événementielles (invisibilité et impact non causal) ont une propension plus importante à tomber dans l'oubli, dans le tiers exclu *entre* nature et culture, objectivité et subjectivité, matière et imaginaire. De ce fait, ils sont tout particulièrement « en reste » d'un rapport consistant avec notre milieu.

« Être en reste » cela signifie ici, à la fois l'arrêt et la persistance (du lat. *restare*), une situation de compromis bancal en attente de satisfaction. Un traitement par mise sous armature en béton scellé ou enfouissement ne suffit pas à prémunir l'environnement sur le long terme et à nous rassurer sur ce qui – de fait – se disperse dans la biosphère. La phénoménologie particulière des radionucléides produits par les activités humaines nous engage à ne plus les considérer uniquement en tant que simples déchets. Il s'agit peut-être, au risque sinon de les « neutraliser » en tant que simples matières stockables dans des décharges, d'ajuster notre manière de faire monde à l'aune de ce que, pour l'heure, nous savons d'eux. Par exemple, le fait de parler de « sarcophage » à propos de l'enceinte de béton de Tchernobyl, peut nous engager à penser le nucléaire hors du simple règne de la matière, dans le champ d'une agentivité aux qualités homologues à celles des momies pharaoniques : éternité et existence. Il convient peut-être, et c'est le propos que je souhaite développer, de déplacer nos modalités de connotation à l'égard de ce qui nous environne, modalités qui ne laissent pas en reste les tiers exclus par toutes formes de logique bipolaire.

SUR LES TRACES DES OCÉANS DE PLASTIQUE : FAIRE MONDE AVEC L'IRREPARABLE

Baptiste Monsaïgeon, Sociologue, Université Paris 1, France

Les agglomérations océaniques de micro-débris de polymères de synthèse sont aujourd'hui considérées, par une large frange de la communauté scientifique, comme un désastre écologique irréversible, un des changements récents le plus répandu et le plus durable à la surface de la planète.

Plutôt que de se focaliser sur une description catastrophiste de ces phénomènes, cristallisant la réflexion sur le seul problème de l'ampleur réelle de la pollution, nous nous proposons, en premier lieu, de réfléchir à l'émergence des « océans de plastique » comme problème public. Il s'agira de décrire le bricolage signifiant qui est à l'origine de l'apparition de cette nouvelle « menace écologique ». Imperceptibles et éloignés des centres de la vie humaine, ces phénomènes ont acquis une consistance dans l'opinion à travers un processus spectaculaire de concrétisation métaphorique, et ce, près de trente ans après leur identification. Ici, la question de la représentation picturale et sémantique du problème s'avère cruciale parce qu'elle vient poser tant la question des méthodes utilisées pour mesurer l'état réel de la pollution, que celle de la représentation de ces résultats. Au-delà du rôle joué par les médias dans la diffusion de ces signes, il s'agira ici de montrer que le bricolage en question s'apparente à une narration scientifico-militante d'un phénomène qu'il semble pourtant impossible de circonscrire au regard des enjeux notamment techniques et sociaux qu'il soulève. Il faudra également invoquer le rôle de la faune océanique dans ce processus de mise en visibilité: à travers la représentation de leurs restes meurtris, les espèces affectées sont devenues des involontaires lanceurs d'alerte. Le déchet banal et quotidien y devient le symbole d'un processus mortifère se jouant, pourtant, à des milliers de kilomètres des centres de production de ces restes de la consommation quotidienne.

Le mode d'apparition de ce problème écologique, accentuant le caractère monstrueux du phénomène en jeu, a ainsi favorisé l'émergence d'un imaginaire associant la « réparation » du monde océanique à un impératif moral. Cet impératif se trouve pourtant confronté à l'irréversibilité du phénomène. En effet, le « nettoyage » de ces immensités est-il seulement souhaitable ? Quelle pourrait-être la *nature* de cette hypothétique *nature réparée* ? Comment appréhender l'échec annoncé des promesses de restauration ?

Ce motif d'inquiétude récent constitue peut-être une occasion renouvelée d'interroger la relation que nous, humains, entretenons avec notre milieu de vie, entendu, ici, dans son acception la plus large. Comparables à des hybrides, ces restes éparpillés sur des surfaces incommensurables semblent résister aux découpages catégoriels naturalistes, fondateurs d'une certaine modernité. Ni nature, ni déchets, ces restes à la fois inquiétants et familiers semblent être en mesure de nous dire quelque chose du monde. Si les océans de plastique, comme phénomènes, sont bien les fruits envahissants de choix politiques, techniques et économiques qu'il faut aujourd'hui interroger, ils sont devenus tout à la fois des fragments d'un inconscient matériel du temps, des vestiges fragmentaires pour l'archéologie du futur, et des indices de l'Anthropocène. A l'image de l'inflation démographique des populations d'*Halobates serices*, ces araignées d'eau devenues les principaux colonisateurs de ces improbables « continents », il s'agira de se demander comment, seulement, « faire monde » avec ces restes, en perpétuelle circulation.

WASTE-IN-BECOMING, VALUE-IN-WAITING.

INVESTIGATING THE IMPLEMENTATION PROCESSES OF THE WEEE DIRECTIVE AND THE FLEETING QUALITIES OF E-WASTE

Jenny Olofsson, Gender and Technology, Umea University / Humlab, Umeå, Sweden

Electrical and electronic equipment (EEE) is increasingly part of everyday life. In fact, the proliferation as well as the continuous renewal and upgrade that surround EEE seem to be characteristic of Western contemporary society, something that has spurred interest from a variety of disciplines. Less attention has been directed to the fact that EEE also accounts for the 20 to 50 million tons of the WEEE being produced in the world every year. This makes WEEE the fastest growing waste category in the world, and indicates 'substantial material flows that underwrite the so-called "Information Economy". In comparison to waste from other manufactured products, WEEE is a particularly complex kind of trash, firstly because it spans a range of

electrical and electronic products with different material qualities: hazardous compounds, heavy metals and valuable components, all of which are subjected to selective treatment. Secondly, because the rapid development of EEE, as well as the decreasing life spans of these products continuously requires new conduits of disposal for adequate recycling.

This article provides an empirical account on how conduits for disposal within the Swedish recycling industry affect and are reversely affected by the understanding of WEEE as waste or valuable. By this, the intention is to show that WEEE, as it is subjected to gradual, and step-by-step conduits for disposal, does not exist intrinsically as waste or value, but comes into being, precisely through these conduits for disposal. Drawing particularly on the works of Josh Lepawsky and Chris McNabb 'waste and value [are] highly contingent categories that take on material, environmental and economic importance for people and places through geographic difference and mobility'. Lepawsky and McNabb suggest the terms *wasting* and *valuing* to show that e-waste does not settle in one place, nor does it remain exclusively within a closed cycle of electronics production. Instead, 'disposal is [...] part of complex cultural practices of social constitution, ritual and reproduction'. In a similar vein, Jennifer Gabrys notes that 'The transformation of value is not grounded in the intrinsic properties of objects, but rather, occur as an effect of the circulation of objects between regimes of value'. Gabrys' notion of "regimes of value" is beneficial to the purposes of this article in that it serves to unpack, and empirically situate the arguments of Lepawsky and McNabb. Drawing on an ethnographic fieldwork where seven Swedish electronic waste facilities were visited, this article identifies three regimes of value that fashion the conduits for disposal within the Swedish recycling industry: *the spatial mobility of WEEE*, *the material compounds of WEEE*, and *the orientation and capacity of the electronic waste recycling facilities*. While these regimes of value are discussed separately, it is important to bear in mind that they mutually feed off of each other in that they point toward a transformation of value. As these factors intersect and interfere in various patterns they contribute to fashioning the understanding of WEEE as waste or valuable.

PROLONGER LA VIE DE L'OBJET SURNUMERAIRE. PETIT ETAT DE L'ART DE COMPOSER AVEC LES OBJETS DANS LA SILICON VALLEY

Nathalie Ortar, Chargée de recherche MEDDE, LET, ENTPE, Vaulx-en-Velin, France

La proposition d'article est issue d'une recherche menée dans la baie de San Francisco en 2010-2011 sur les pratiques liées au développement durable de familles vivant dans les banlieues ouest de la baie. Les objets ne faisaient pas initialement partie de la recherche mais se sont imposés par leur omniprésence au sein des discours, des échanges et dans l'espace public et privé. Trois éléments nous confortèrent dans l'intérêt d'explorer la relation aux objets du quotidien. Le premier fut la surabondance. La caractéristique des maisons de la baie est de ne pas comporter de cave, dès lors ce sont les garages qui en font office. La lumière de ces pièces étant parcimonieuse et mal répartie en raison de l'encombrement, l'ouverture du haillon donnant directement sur la rue intervient à chaque fois qu'un membre de la famille y cherche quelque chose et offre à la vue des passants un débordement d'objets hétéroclites plus ou moins ordonné dont l'usage interroge. Le deuxième élément à attirer notre attention fut le nombre de ventes dites de garage « garages sales » et l'importance des réseaux et services permettant d'acquérir des biens usagers. Le troisième, fut l'attention portée à assurer une deuxième vie aux objets grâce à des réseaux d'échange et la manifestation de pratiques intenses de bricolage, transformation, création de nouveaux objets. Ce constat de l'abondance des objets, de ce qui nous a paru être une difficulté à s'en défaire, du désir de prolonger leur vie, n'est pas sans paradoxes dans une société qui s'est vouée à la consommation de l'objet neuf comme moyen ultime d'assurer le plein rendement de son économie pour dégager des profits destinés à favoriser l'accès à la classe moyenne, un modèle si largement désiré que les Etats-Unis se sont auto-proclamés « A consumers' republic » (Cohen, 2003).

Susan Strasser (1999) dans son ouvrage sur *Waste and trash* (déchets et ordures) note que tout ce qui entre dans la maison de manufacturé demandera à terme de prendre une décision pour le conserver ou le jeter : « Nous l'utilisons, nous le conservons pour l'utiliser plus tard, nous le donnons ou à un certain moment nous le définissons comme étant un détrit, ou le déplaçons au-delà des frontières de la maison. Rien n'est par nature un déchet. » (Strasser, 1999: 5). Tout le travail domestique va donc consister à faire le tri et décider

du statut des objets excédentaires pour contenir leur afflux et leurs flux. L'article se propose d'aborder le tri des objets ainsi que les réseaux et tactiques mis œuvre pour en prolonger l'existence.

QUE RESTE-T-IL A FAIRE ? ANTHROPOCÈNE : DÉCHETS OUVERTS ET DÉCHETS FERMÉS

Victor Petit et Bertrand Guillaume, Historien et philosophe des sciences et Philosophe de l'environnement, Université de technologie de Troyes, France

Notre propos s'inscrit dans une tradition qui ne sépare pas la philosophie des techniques de la philosophie de l'écologie. Dans un premier temps, nous proposerons un bref panorama de la philosophie française du reste, et nous le réévaluerons au regard de la philosophie technique de l'obsolescence et de la crise écologique nommée anthropocène (qui est bien une crise des déchets). Dans un second temps, nous proposerons un aperçu, à la fois enthousiaste et critique, des différents types de solutions proposées par l'écologie industrielle et l'éco-design numérique. Ce papier s'articule sur une opposition, difficilement réductible, entre deux conceptions du reste, l'une permettant la reprise, l'autre l'interdisant, parfois définitivement.

1) Il semblerait que le déchet ait attendu le XXe siècle pour devenir un objet à la fois philosophique, artistique et scientifique. La philosophie française du déchet est polysémique, et nous devons limiter le vocable de *déchet* aux *machines*. Tout comme il existe des techniques ouvertes et des techniques closes, il existe des restes ouverts et des restes fermés. Ce pourquoi l'« hétérologie » et la « dépense improductive » ou « l'éloge du déchet » trouvent leurs limites. Si le déchet est bien le « mal propre », alors comment éviter une posture tragique ? Contrairement à ce que veut nous faire croire l'interprétation néo-malthusienne de l'anthropocène (que nous nommons pour notre part « technocène »), le problème écologique n'est pas un problème de manque (de ressources) mais un problème d'excès (de ressources et de déchets) ; l'excès étant à la fois l'excédent et l'excessif. Il semblerait que la courbe de la croissance et celle de nos déchets se confondent, et que la durée de vie de nos déchets tendent à devenir inversement proportionnelle à celle de nos objets. Les optimistes pensent que pour lutter contre l'obsolescence de l'homme, on doit lutter contre l'obsolescence des techniques, et qu'on peut faire appel à la « dialectique de la récupération » et ce qui la distingue du recyclage. Les pessimistes pensent que la décroissance est impossible, et la saturation inévitable.

Comme les optimistes nous pensons que le principal problème des déchets résulte du fait que les *objets naissent morts*, mais comme les pessimistes nous pensons aussi que les solutions actuellement proposées masquent la gravité du problème écologique.

2) Face aux déchets, deux solutions semblent s'opposer : l'une est celle de l'écologie industrielle et territoriale, l'autre est celle de la décroissance ou de la réduction drastique des déchets. La première seule est insuffisante.

Traiter les déchets engendre d'autres déchets (résidus et cumuls) et le traitement en aval ne résoudra pas le problème en amont (le consumérisme). Si la perspective du *Craddle to Craddle* est intéressante, c'est en ce sens qu'elle modifie le rapport propriétaire que nous avons à nos objets et le rapport non-propriétaire que nous avons à nos déchets. Il nous faudra rendre compte de cette nouvelle écologie des techniques qui repose essentiellement sur la non-séparation de la production et de la consommation. Ceci engage aussi bien l'économie de la fonctionnalité que l'éco-design numérique. Avec la circulation des data, beaucoup rêvent aujourd'hui d'un méta-design où l'objet dépasse la clôture de sa conception, puisqu'il est toujours à refaire et à reprendre. Beaucoup dessinent un nouveau rapport au bien industriel-commun, tel ces projets d'*Open Source Ecology*. Cependant, nous questionnerons la pertinence écologique de cette culture technologique faite d'« artisanat numérique », de *Makers*, de *Labs*, de *DIY*, de *Share*. Nous tenterons de faire le tri entre les vraies et les fausses promesses, y compris celle qui consiste à passer des *makers* aux *fixers*.

La bonne nouvelle est que la plupart des déchets fermés ne le sont pas par nature, mais relativement au système socio-technique qui les provoque. Il est donc possible de transformer une bonne partie de nos déchets fermés en déchets ouverts. La mauvaise nouvelle est que cette transformation, qui engage aujourd'hui l'écologie sociale des pays développés, n'a aucun effet notable sur la « santé » planétaire. Nous concluons ainsi sur la dimension tragique du « déchet ex machina ». On ne peut pas réparer le monde, car la source du

problème écologique réside précisément dans l'idée que le monde et la vie sont réparables, comme l'est une machine. Ce qu'il reste à faire n'engage donc pas le réparable.

DECONSTRUCTING DEMOLITION: JOURNEY THROUGH SCRAP AND SALVAGE

Hilary Powell, Artist, United Kingdom

Over the last two years artist Hilary Powell has been based on a large demolition site in East London reclaiming the leftover base metals of roofing zinc and copper piping in order to create etchings that both depict and re-imagine the post industrial landscapes from which they emerge.

Through imaginative salvage the work explores regeneration and economic transition through putting the physical remnants of industrial decline to artistic use. In the project creative production and the poetry and politics of place combine with the science, agency and political ecology of materials. This work and the proposed paper emerges from intensive on site research and production and unpacks the material components of the demolition site ("It's just construction in reverse" says Freddy, a demolition worker) examining how the materials of deindustrialization shape our narratives of change, progress and sustainability in the contemporary city.

Zinc, copper, steel, concrete, London brick stock, asbestos, lime mortar, cement, lead, slate.... The project follows the life cycles and journeys of these seemingly banal by-products of regeneration and examines what these assorted materials illuminate through their passage through and rupture with human systems of use and value. The story of each material, its place in the demolition site and onward journey is told through a series of stories made with the materials themselves. For example the story of zinc etched into zinc, the story of brick letterpress printed with ink made from its ground form...

The demolition site is both a critical moment and a place in which forces of capital and global economics and politics show their face. Demolition is a core and overlooked component of sustainable development yet surprisingly, it is not a site that has been the subject of much interdisciplinary study. Here it is the locus and focus of interconnected arenas of knowledge exploring abstract concepts of economy and waste through immediate, visual and tactile methodologies. 'Deconstructing demolition: Journeys through scrap and salvage' puts the politics and ethics of waste and progress under the microscope through the simple act of withdrawing materials from their endless (re) circulation as commodity (waste) and transforming it into a creative practice as its own form of ludic refuse/refusal— refusing and cutting the expected network/system of use value. In this breaking free of materials the project frees imagination and enables debate around our relationship to and distance from the materials that make up the structures of our lives; the proposition of a sustainable materialism in which demolition site materials have political and social agency; the interconnectedness of macro and micro economies of the city; the interrelation of visual and material culture and their impact on urban memory and imagination; how value is determined and prescribed by global economics and how other forms of value beyond commodity flows erupt amid the processes at work on the post-industrial landscape.

The proposed paper would take the form of a short conceptual and practical project introduction following by series of 3 of these leftover's stories and associated images of the materials on the demolition site and undergoing transformation and reclamation.

Maria Salaru, Visual Anthropologist, University of Oxford, United Kingdom

This paper will explore the post-socialist material transformations in Romanian urban space and the production and circulation of waste inside and outside the home. My aim is to reveal multiple, fragmented, contradictory practices and processes of meaning formation around the material culture of the home. Base on participant observation and innovative visual technologies, I will discuss one specific building in Piatra-Neamt, a city of 90.000 people in the North-East of Romania. I will focus in particular on the outdated infrastructure of the building, which results in very low energy efficiency – an invisible, yet paramount waste. A central issue I would like to raise is how energy saving policies such as wall insulation, that transgress the boundaries between the inside and the outside of the home, have resulted in a production of new forms of status

distinction and social fragmentation in the local community. My project will deconstruct the notion of energy “saving (vs. energy “waste”) through a detailed analysis of how Romanians negotiate energy saving policies and, secondly, contribute to understandings of rapidly changing everyday life in post-soviet cities through a study of material transformations in and outside urban homes. The focus on material flows instead of made objects will enable me to bridge discussions in material culture studies and ecological anthropology, which are both concerned with material conditions of social and cultural life, but have developed largely disparate theoretical languages. By building on on-going anthropological debates in architecture, ecology and economic anthropology, my research aims to challenge abstract theories about energy sustainability and climate change that continue to influence policy-making.

EXCESS IN THE AGE OF INFORMATION

John Scanlan, Philosopher and Sociologist, Manchester Metropolitan University, United Kingdom

The very stuff of digital life and networked communications is *information*. From the digital objects we create and manipulate on personal computing devices to the code that allows intelligent machines to communicate with each other, and onwards to the ‘content’ we produce - intentionally or otherwise - life is increasingly capable of being recorded or rendered as information or data. And, because these devices and the network they are connected to - now wireless, mobile and ‘always-on’ - constitute an extension of organic and cultural memory, whatever the information actually is, it is not only capable of being amassed in ever-greater magnitudes, but also of being easily duplicated.

Unsurprisingly, the experience of being subjected to unsolicited communications (junk mail), as well as the ceaseless stream of obligations that may now easily multiply as we become more bound up within digital forms of working, gives rise to a sense of *information overload*. Yet, it is equally in the domestic sphere that a digital surfeit makes itself felt: a certain kind of existential fatigue may set in when, for instance, the full scale and variety of ‘on demand’ entertainment options becomes apparent. Alternatively, one may plunge into the rumours and conspiracies that proliferate interactive forums, or the millions of tossed-off thoughts - ‘tweets’ - that are expressed in 140 characters or less on Twitter, and seemingly designed to evaporate as quickly as they are formed.

A slice of everyday life inadvertently captured by Google street view’s cameras; a glimpse into a kind of (hugely diverting) digital wasteland, and presented - in the form of the selected ‘snapshots’ - as a new kind of art, by Jon Rafman on his 9-eyes.com website.

And then there are the remainders that we are arguably not fully conscious of, the information that seems to seep out of digital being itself - and invisibly into the ‘atmosphere’ - yet at the same time always inscribed somewhere on some machine, logged and archived and available for retrieval like some digital shadow of the live actually lived.

Early in the development of the internet, in the late 1960s, a famous slogan came to characterise the utopian promise of network society, and of a world of connected users – that slogan was ‘*Information Wants to be Free*’. Those who led the development of the Internet until fairly recently believed that the ‘natural’ condition of digital information is to be unfettered, and free from control by governments and corporations. What they did not foresee was that information would be more than consciously pursued or selected content, nor that the digital revolution would taken on its current ‘ecological’ dimensions; that more than existing in the form virtual places (websites, online communities, forums) that one could visit through definite acts of logging in or active engagement, the network would become the total environment for everything - for work, leisure, economic transactions, and it would - much like the electricity grid - provide the support system for almost any other activity.

A recent news story can help to illuminate the impact of how caught within the midst of this excess we are. In 2013, it was reported that a strange ‘network’ of recycling bins located in the City of London – London’s

financial centre – had been accumulating not only the usual trash, but also, and unexpectedly, vast amounts of *data* from passing smartphone users, and gathering it up for ‘recycling’ of a rather different kind unknown to the passers-by who were unconsciously leaking information. The bins just happened to be intelligent network-connected devices, which, like many other seemingly ordinary objects, surfaces and places, are being made ‘smarter’ as we move towards a fuller realization of the so-called ‘internet of things’.

The City of London’s ‘smart bins’, revealed in 2013 to be catching the information ‘leaked’ by passing smartphone users: even when not being used the devices emit information about their users.

That story provides a snapshot of what we might consider as the new digital ecology and its impact on how we act (or stumble blindly into a kind of digital oblivion). It raises the issue of how the enhanced self that develops through these networks and technologies becomes dispersed within a digital realm, whose excesses are characterised both by the transformation of subjective digital experience into information that is available to be gleaned, and by the explosion of limitless future ‘experience’ – in the form of content that is itself reducible to information, but which we encounter as content and services, possible encounters, experiences, entertainment, and extensions of the self through smart apps, diaries, libraries, geo-locational social media features, contactless cash transactions, and so on.

Yet, as the dawning awareness of the existence of vast repositories of personal data (apparently being gobbled up by national security agencies, corporations and the proponents of ‘Big Data’ social solutions) that are the leftovers of everyday activities seems to demonstrate, there has for the most part been little resistance in giving ourselves over to a situation in which the data more or less seems to seep out of us as we walk around. What can this mean for any attempt to recuperate what, at a more socio-cultural level, slips from our grasp as new innovations and ways of engaging with digital life imperceptibly become habituated within everyday activities?

HIGH-TECH EN SURSIS : LA TRANSFORMATION ET LA REVENTE D’APPAREILS ELECTRONIQUES USAGES EN CHINE DU SUD

Yvan Schulz, M.A. Anthropologie, doctorant à l’Institut d’ethnographie de l’Université de Neuchâtel, Suisse

Dans les régions du monde les plus riches, les appareils électroniques de consommation courante deviennent obsolètes quelques années seulement après leur date d’achat, que ce soit en raison de la sortie sur le marché de nouveaux modèles, de l’apparition de dysfonctionnements ou de l’évolution rapide des standards industriels. Les consommateurs décident souvent de s’en défaire, le cas échéant sans même demander de contrepartie financière. Les discours dominants parlent alors “déchets” électroniques (e-waste) et mettent l’accent sur leur exportation vers des régions pauvres, où ont lieu des activités de recyclage qualifiées de “primitives” et “polluantes”.

Bien qu’indéniable et affligeante, cette réalité ne concerne que la fin de vie des appareils électroniques, lesquels sont susceptibles de passer par plusieurs étapes avant d’atterrir dans les mains des recycleurs. En raison de leur prix de vente relativement élevé, de leur important degré de complexité technologique et de leur rôle en tant que symboles de statut social, ils gardent souvent de la valeur en tant que produits de consommation, même après avoir été abandonnés par leur premier utilisateur. A condition de se procurer ces appareils usagés à bas prix, de les déplacer d’un contexte géographique à un autre et de remettre en état ceux qui doivent l’être, il est possible de traduire cette valeur résiduelle en profit. C’est ce que font les nombreux commerçants et artisans des grands centres spécialisés tels que Hua Qiang Bei (Shenzhen) ou Abuja Market (Lagos). Ces derniers apprécient tout particulièrement le matériel provenant de régions riches (Europe de l’ouest, Amérique du nord et Asie du nord-est), car il est en général plus récent, en meilleur état, de meilleure qualité et même moins cher que celui qu’on trouve ailleurs. Il existe donc une forte demande, qui sert de moteur aux mouvements transfrontaliers de ce type de marchandises et nous oblige à repenser les théories de dumping environnemental et d’injustice globale qui prévalent en matière d’e-waste.

Ma contribution repose sur une étude ethnographique de plusieurs marchés situés dans la Province du Guangdong (République populaire de Chine) et spécialisés dans la revente de matériel électronique usagé. Elle

décrit en particulier les stratégies d'approvisionnement et de création de débouchés commerciaux ainsi que les techniques de transformation physique des objets.

Il est important de souligner que ces marchés n'ont rien à voir avec le regain d'intérêt pour les pratiques de réparation qu'on observe à l'heure actuelle en Europe et aux USA. Ils sont mus quasi exclusivement par des logiques de profit et de secret, tandis que les mouvements de partage du savoir technique et d'entraide citoyenne tels que iFixit ou Rest@rt fonctionnent de façon ouverte et gratuite, et reposent sur des motivations d'ordre politique (promotion du droit des consommateurs à contrôler les objets qu'ils possèdent, lutte contre les effets pervers de la surconsommation, etc.).

Si les marchés étudiés passent outre les limites fixées par les fabricants et prolongent la durée d'utilisation de produits de consommation conçus à l'origine comme éphémères, c'est avant tout parce qu'il est possible de tirer un revenu économique par ce biais. Cette affirmation peut sembler un truisme - quel marché ne fonctionne pas selon une logique de profit? - pourtant elle permet de mettre en évidence des pratiques commerciales et artisanales qui ont tendance à passer inaperçues dans le débat actuel sur la réparation et la réutilisation. En particulier, le passé des appareils, et plus encore celui de leurs composants, sont souvent occultés dans les marchés de Chine du sud. Du côté des commerçants, on évite soigneusement toute référence à une réparation antérieure ou au remplacement d'une pièce défectueuse par une autre, extraite d'un appareil récupéré. On parle tout au plus d'appareils "neufs à 90%", mais rarement, ou seulement à contrecœur, d'appareils "usagés" ou "de deuxième main". Du côté des artisans, on s'efforce de gommer les marques d'utilisation, de redonner aux objets une nouvelle identité visuelle. Cela permet de satisfaire les consommateurs, qui ont tendance à préférer les produits neufs, et surtout, d'extraire un maximum de valeur des produits usagés.

Ainsi, les pratiques observées au sein de ces marchés chinois oscillent entre conservation des ressources naturelles et arnaque pure et simple, entre bricolage brillant et violation des standards industriels. Elles résistent aux tentatives de classification et exposent la fragilité des cadres analytiques dans lesquels nous nous efforçons de penser la consommation de masse et ses alternatives.

LES RUINES DES JEUX OLYMPIQUES DE GRENOBLE 1968 OU LES FANTOMES DU TREMPIN DE SAUT A SKI DE SAINT-NIZIER-DU-MOUCHEROTTE

André Suchet, Post-doctorant Géographe, Université Rovira i Virgili, Tarragone, Espagne

Proportionnellement au nombre d'études sur les grandes compétitions sportives, la question de la reconversion des équipements construits à cette occasion reste un parent pauvre de la recherche. Alors que plusieurs centaines d'ouvrages et d'articles portent sur la coupe du monde de football, les grands matchs de tennis ou de baseball et surtout les Jeux Olympiques d'été ou d'hiver, les publications qui traitent directement de la reconversion d'un équipement construit pour l'une de ces grandes compétitions sportives sont au nombre de quelques dizaines. De plus, si les derniers ouvrages relatifs à l'organisation de tels événements présentent un court chapitre à ce sujet –notamment dans le cadre d'une préoccupation de développement durable–, on peut s'étonner qu'il s'agisse d'une préoccupation relativement nouvelle. Autre indicateur des lacunes de la recherche à ce sujet : les dictionnaires de l'urbanisme et de l'aménagement ne consacrent aucune entrée à la reconversion des équipements sportifs, alors même que certaines définitions du terme reconversion citent le sport et le tourisme comme outil de revalorisation d'une friche, le plus souvent une friche industrielle ; comme si le sport n'avait pas lui-même ses friches, ses ruines et ses restes !

Les tremplins de saut à ski des Jeux Olympiques d'hiver sont un cas d'étude particulièrement heuristique à ce sujet. De Sarajevo 1984 à Turin 2008, la presse dénonce chaque fois ces installations si coûteuses qui tombent aujourd'hui en ruine et il suffit de taper sur internet pour trouver des dizaines de photographies désolantes de tous ces aménagements construits à travers le monde pour briller le temps de quelques jours en état de délabrement. Restes fantômes d'une gloire sportive, économique et géopolitique plus ou moins teintée de nationalisme ils ne sont quasiment jamais détruits. On leur attribue instinctivement une valeur importante sans pour autant qu'ils fassent l'objet d'une politique de patrimonialisation.

Impossible à requalifier ou à reconverter malgré les promesses et les projets, ces installations olympiques mettent en tension la notion de temporalité, interrogent la dimension pratique et symbolique de l'aménagement de l'espace et soulèvent indissociablement des enjeux économiques, environnementaux, paysagers, politiques et mémoriels.

Partant d'une géographie sociale et culturelle préoccupée des acteurs, des images et des rapport à l'espace, cette étude prend appui sur le cas du site de Grenoble, c'est-à-dire le tremplin de Saint-Nizier-du-Moucherotte, fierté des Jeux olympiques d'hiver 1968 et de ses acteurs qui restent imprégnés dans la mémoire du lieu. Le tremplin permettait de donner l'impression d'un survol de la ville à chacun des sauts (voir photographies et documents). Une friche, avec ses acteurs publics et privés, ses récits et surtout ses illustres fantômes qui en font un lieu de la mémoire collective grenobloise. Les habitants racontent et se racontent encore la visite de Maurice Herzog, le discours du général De Gaulle ou encore Brigitte Bardot restée bloqué dans son hôtel par la neige. Dès lors, dans quelle mesure ces restes ont-ils vraiment quitté le cycle des biens matériels ou immatériels de la société ? Dans quelle mesure ces restes Olympiques ne relèvent-ils pas d'une économie symbolique que pourrait matérialiser un tourisme des friches ? Quelle peut être la différence entre restes, traces et marques ? Pourquoi aucun processus de patrimonialisation n'est-il en cours dans cette situation à une époque où tout devient patrimoine ? Dans quelle mesure ces cathédrales abandonnées exercent-elles un sentiment antinomique de répulsion et d'attraction de nature à entretenir la mémoire collective d'un événement temporaire ? Cette étude tente d'apporter un certain nombre de réponses à ces questions théoriques et pratiques.

AU-DELA DU TRAUMA : EXPOSITION SUR LE SEISME DE TOHOKU ET PRESERVATION DES BATIMENTS DETRUIITS PAR LE TSUNAMI

Shoichiro Takezawa, Anthropologist, National Museum of ethnology, Minpaku, Osaka, Japan

Le 11 mars 2011, un séisme inédit de magnitude 9.0 a frappé le Nord-Est du Japon. Ce n'est cependant pas le tremblement de terre, mais le tsunami d'une hauteur de dix à quinze mètres qui provoqua d'immenses dégâts : 20,000 personnes tuées ou disparues, 380,000 privés de leurs maisons.

Ce tsunami qui détruisit presque tous les bâtiments qu'il touchait a toutefois laissé quelques rares édifices debout : la structure d'un hôtel à Taro (dont les trois étages furent complètement détruits à l'intérieur), un centre de prévention des sinistres à Minami-Sanriku (dans lequel une douzaine de personnes furent tuées), un gymnase à Takata (dans lequel plus d'une centaine de réfugiés disparurent également) ; l'hôtel de ville à Otsuchi (dans lequel 40 fonctionnaires laissèrent leur vie). A ce dernier près, tous ces édifices ont déjà été démolis ou décidés de l'être sous prétexte qu'ils risquaient d'aggraver les sentiments des proches des victimes.

Les enquêtes réalisées à propos de l'hôtel de ville à Otsuchi ont montré que ce prétexte était discutable : si la moitié des proches des défunts y est opposée, l'autre moitié est favorable à la préservation de ces restes. Ceux qui y sont opposés ne sont pas les proches, mais les habitants ou d'autres fonctionnaires qui ont survécu à la catastrophe. On peut expliquer les raisons de ce rejet par le fait que voir les restes de l'hôtel de ville provoquent chez eux des sentiments terribles, les fait se sentir misérables et impuissants, en un mot, génère en eux des sentiments traumatiques.

Si tel est le cas, comment pouvons-nous justifier de préserver ces rares restes du tsunami ? Devons-nous faire un travail de persuasion auprès des habitants opposés à la préservation de ces restes ? Et comment le faire ? Dans mon intervention j'essayerai de répondre à cette question très délicate.

HAUT-FOURNEAU, XX^e SIECLE

Jean-Louis Tornatore, Anthropologue, Université de Bourgogne, Centre Georges Chevrier, France

Que fait-il là ? Que fait-il, là, ce haut fourneau éteint depuis 23 ans. Reste industriel, cadavre de machine : voilà bientôt deux décennies que j'en observe la présence, que j'en note les transformations en sa nouvelle, deuxième vie d'être d'histoire, de mémoire, de patrimoine, de culture (technique, ouvrière ...) – que

sais-je encore ! –, que j’en guette les signes, à défaut définitif de son souffle ininterrompu qui jadis habitait et rythmait l’espace urbain.

J’ai longtemps cru que la reconnaissance par le patrimoine pouvait être pensée, comme y invitait la philosophe Nancy Fraser, non pas comme une bien piètre compensation aux luttes pour la redistribution indexées sur le monde industriel de la machine, mais précisément dans leur continuité : comme une manière « d’être encore sur le front du social » mais par d’autres moyens. J’ai longtemps cru, et peut-être encore, que la mise en exergue d’une esthétique industrielle pouvait obvier aux écueils toujours présents de l’institution patrimoniale : le volontarisme, la neutralisation, la charité. Qu’il était possible de penser des appropriations multiples, offensives, radicales, pour penser de nouvelles luttes sur les cendres du vieux monde. J’ai écrit ou composé une histoire sans doute idéale qui montrait le basculement du haut fourneau dans le monde de la culture, sa prise ou son envahissement par des artistes tout en espérant qu’il puisse encore nourrir les rêves d’un commun ou d’une communauté émancipée. J’ai ironisé sur sa mise en lumière par un artiste inspiré, internationalisé, estampillé, *ministère delaculturisé*. J’ai aimé tout ce qui pouvait lui donner un lustre tapageur, insolent, lui assurer une présence dérangeante et assourdissante, par un vacarme de tous les diables, comme cette musique *industrial harsh punk* des *Muckrakers*. J’ai interrogé enfin et surtout son affordance, sa capacité de prise et de faire-faire, la manière dont il pouvait accrocher l’attention du passant indifférent comme du citoyen alarmé ; voulu apprécier de quel poids il lestait l’espace public, habité parcouru, traversé de discours, d’humains et de non-humains avec lesquels converser, savoir s’il pouvait encore guider nos pas, être celui vers qui on converge ou d’où l’on part – comme au temps du « gueulard »...

... De quoi vit-il, de quoi tire-t-il son mode d’existence ? « Parc du haut fourneau » : désormais, *haut fourneau* est le nom d’un parc de loisirs et de saison culturelle, offert aux spectacles de cirque, de clowns, de danse, de musique. Il leur offre son ombre, en attendant d’être purifié, dépollué, décontaminé. Ombre du 20^{ème} siècle, perdu ou égaré dans le 21^{ème} : un reste tout à fois irréductible – quoique rouillant irrémédiablement –, transformé et fantomatique, hésitant entre ces formes. Un futur témoin, entre ruine porno et recyclage soft des excès des siècles industriels. Il m’est venu qu’il ne pourrait guère en être autrement à l’ère de l’anthropocène. Monument de silence affublé d’un nez rouge, les combats, s’ils sont, sont ailleurs.

L'AMPOULE SOUS TENSION

Fanny Verrax, Philosophe des sciences et sciences économiques, EVS, ENS Lyon, France

Au sein de la problématique des restes et de leur possible réutilisation, l’ampoule électrique occupe une place bien à part, faite de va-et-vient et de tensions entre des normativités contradictoires. Ce sont ces tensions que je voudrais explorer en revenant sur différents narratifs de l’ampoule électrique. L’apport original du papier se situe dans l’analyse des trois derniers moments et repose sur un travail de recherche portant sur l’anthropologie du recyclage des métaux stratégiques. Du matériel empirique (entretiens avec industriels et recycleurs) pourra être convoqué.

Point de départ : l’ampoule innovation. Thomas Edison invente l’ampoule électrique en 1879. Certaines de ces ampoules deviendront plus que centenaires.

Premier moment : l’ampoule comme levier économique. Comme on le sait, l’ampoule électrique a été un des premiers objets pour lesquels un cartel d’industriels a mis au point un système d’obsolescence programmée dès les années 1930 visant à réduire la durée de vie des ampoules, dans l’objectif de relancer la production industrielle et la croissance (Latouche, 2012).

Deuxième moment : l’ampoule durable. Dans un contexte émergent de développement durable, différentes innovations voient le jour pour tenter à la fois d’améliorer l’efficacité énergétique des ampoules et d’allonger leur durée de vie. Les ampoules basse consommation voient ainsi le jour dès les années 1980, mais ne seront commercialisées largement qu’une quinzaine d’années plus tard.

Troisième moment : l'ampoule comme déchet. Les ampoules font l'objet, comme d'autres artefacts, d'une « responsabilité élargie du producteur », obligeant les producteurs d'ampoule à se préoccuper de leur fin de vie. En France, c'est l'éco-organisme Récyclum qui gère leur collecte. Mais nous verrons que le statut bien juridique bien particulier des éco-organismes rend la question de la collecte problématique.

Quatrième moment : l'ampoule comme *mine urbaine*. Dans un contexte de raréfaction des ressources et plus particulièrement d'identification de certains métaux critiques, des initiatives industrielles se mettent en place pour récupérer les terres rares contenues dans les ampoules (usine Solvay de récupération des terres rares à St- Fons).

Cinquième moment : l'ampoule résistance. Un ingénieur espagnol met au point une ampoule conçue « sans obsolescence programmée (IWOP : (« I, Without Obsolescence » 2012 puis nouvelle version en 2014). Parallèlement, différents mouvements artistiques s'emparent de l'ampoule comme symbole de la société du gaspillage (cf. l'exposition « Drap Art », Barcelone, 2013).

Ce qu'illustrent ces différents moments, c'est toute l'ambiguïté du geste et des politiques qui cherchent à le contraindre. L'Union Européenne produit en effet une série de discours et de recommandations censés véhiculer certaines normes : la hiérarchie du traitement des déchets ou les fameux 3R (« Reduce, Reuse, Recycle »), la responsabilité élargie des producteurs, la criticalité de certains métaux. Mais dans la pratique, ces normes entrent nécessairement en conflit : parce qu'une politique de réduction des déchets ne joue pas le jeu d'une politique d'exploitation des *mines urbaines*, ou encore parce qu'une responsabilité authentiques des producteurs déborde nécessairement le cadre législatif dans lequel elle est pensée actuellement.